

**REPUBLIQUE GABONAISE**

---

**MINISTERE DE L'ECONOMIE DE L'EMPLOI  
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**

---

**DIRECTION GENERALE DE LA DETTE**

**EXECUTION DE LA DETTE PUBLIQUE  
A MOYEN ET LONG TERME EN 2011**

JUILLET 2012

## **AVANT - PROPOS**

Les standards internationaux en matière de gestion de la dette, édictés par le Fonds Monétaire International, prescrivent aux Etats, dans le cadre de la transparence, les obligations de publication et de diffusion des données y relatives.

Cette orientation a été reprise par les autorités de la Communauté Economique et Monétaire des Etats de l'Afrique Centrale (CEMAC) à l'article 6 du Règlement n°12/07-UEAC-186-CM-15 du 19 mars 2007 portant cadre de référence de la politique d'endettement public et de gestion de la dette publique dans les pays membres de la CEMAC.

Le Président de la République a fait sienne cette exigence, dans le cadre de la modernisation de la gestion de la dette publique, avec la création de la Direction Générale de la Dette. En effet, l'article 21 du décret n° 635/PR/MECIT du 20 août 2010, portant création et organisation de la Direction Générale de la Dette, prescrit à cette dernière la centralisation, la production et la diffusion des données de la dette publique.

Le présent document a pour objet de traduire dans les faits les dispositions énoncées ci-dessus.

## SOMMAIRE

AVANT - PROPOS .....	2
SOMMAIRE.....	3
INTRODUCTION .....	4
1. EVOLUTION JURIDIQUE ET INSTITUTIONNELLE RECENTE DE LA GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE.....	5
1.1. Obligations relatives aux standards internationaux.....	5
1.2. Organisation institutionnelle.....	6
2. BILAN DE L'EXECUTION DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2006 A 2010.....	8
2.1. Evolution des emprunts de 2006 à 2010 .....	8
2.2. Evolution des décaissements sur financements extérieurs de 2006 à 2010 .....	10
2.3. Evolution du service de la dette publique de 2006 à 2010.....	11
2.4. Evolution de l'encours de la dette publique de 2006 à 2010 .....	13
3. MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2011 .....	16
3.1. Nouveaux engagements et décaissements sur financements extérieurs en 2011 .....	16
3.2. Conditions d'emprunt en 2011.....	18
3.3. Indicateurs d'endettement public en 2011.....	21
4. SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2011 .....	22
4.1. Service de la dette publique extérieure en 2011 .....	22
4.2. Service de la dette publique intérieure en 2011 .....	24
5. ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2011.....	26
5.1. Encours de la dette publique par sources de dette à fin 2011.....	26
5.2. Encours de la dette publique par affectations à fin 2011.....	28
5.3. Encours de la dette publique par monnaies, maturités et taux d'intérêt à fin 2011.....	30
CONCLUSION .....	34
ANNEXES .....	35
LISTE DES TABLEAUX.....	43
LISTE DES GRAPHIQUES.....	44
TABLE DES MATIERES .....	45

## INTRODUCTION

L'économie gabonaise, basée sur l'exportation des produits primaires, présente un caractère extraverti qui l'expose aux chocs externes.

Pour réduire cette vulnérabilité et améliorer la stabilité des finances publiques, le Président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence Ali BONGO ONDIMBA a décidé d'affecter, dès l'année 2010, 40% des ressources budgétaires à l'investissement public. En effet, cette mesure va concourir à l'élargissement de la base productive à même de soutenir la croissance économique, d'accroître les revenus de l'Etat, de renforcer la compétitivité du secteur productif et de réduire la pauvreté.

Dans ces conditions, l'emprunt a été orienté vers le financement des investissements dans les secteurs de la Route, de l'Energie, des Infrastructures portuaires et aéroportuaires, de l'Education et de la Santé.

Afin de maintenir durablement la capacité de l'Etat à mobiliser des financements et à couvrir les dépenses relatives à ses missions régaliennes, le Gouvernement s'est résolument engagé dans une politique d'endettement contrôlée et de gestion active de la dette.

A cet effet, les autorités ont initié plusieurs réformes institutionnelles et juridiques, en conformité avec les dispositions des textes communautaires de la CEMAC. Ainsi, la Direction Générale de la Dette (DGD) a été créée et une réflexion portant sur la création du Comité National d'Endettement Public (CNEP) est en cours.

Le présent document qui retrace l'exécution de la dette publique à moyen et long terme en 2011 s'articule autour de cinq points, à savoir :

1. Evolution juridique et institutionnelle récente de la gestion de la dette publique ;
2. Bilan de l'exécution de la dette publique de 2006 à 2010 ;
3. Mise en œuvre de la stratégie d'endettement public en 2011 ;
4. Service de la dette publique en 2011 ;
5. Encours de la dette publique à fin 2011.

# 1. EVOLUTION JURIDIQUE ET INSTITUTIONNELLE RECENTE DE LA GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE

L'organisation juridique et institutionnelle de la gestion de la dette publique au Gabon est fondée sur le principe de délimitation des compétences et des responsabilités des structures intervenant dans le processus d'endettement public. Elle repose sur les normes et standards internationaux, en matière de gestion active de la dette publique, édictés par le Fonds Monétaire International en 2001 et repris dans les dispositions communautaires et nationales. Il s'agit :

- du règlement n° 12/07-UEAC-186-CM-15 du 19 mars 2007, portant cadre de référence de la politique d'endettement public et de gestion de la dette publique dans les Etats membres de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) ;
- du règlement n°03/08/CEMAC/UEAC/CM du 6 octobre 2008 relatif aux titres publics à souscription libre émis par les Etats de la CEMAC ;
- du décret n°635/PR/MECIT du 20 août 2010 portant création et organisation de la Direction Générale de la Dette.

## 1.1. Obligations relatives aux standards internationaux

Les obligations relatives aux standards internationaux sont au nombre de cinq, à savoir :

- ***l'élaboration d'une politique d'endettement public,***  
Chaque Etat membre s'engage à mettre en place une politique d'endettement fixant les orientations globales en matière d'emprunts publics intérieur et extérieur et de gestion de la dette. Lesdites orientations déterminent une stratégie permettant de s'assurer que : le niveau et le rythme de croissance de la dette sont soutenables, le service de la dette publique sera régulièrement payé à court, moyen et long terme et les objectifs de coûts et de risques de l'Etat seront réalisés. En outre, la stratégie d'endettement public est consignée dans un document annexé à la Loi des finances et comportant des indications minimales telles que la justification de l'emprunt, les plafonds d'endettement et de garanties, la structure du portefeuille des nouveaux emprunts, les termes indicatifs des nouveaux emprunts et le profil de viabilité de la dette publique pour les quinze années à venir ;
- ***la délimitation des compétences et des responsabilités,***  
Chaque Etat membre définit et veille au respect des compétences des administrations et organismes intervenant dans la formulation, la mise en œuvre et le suivi de la politique d'endettement afin d'éviter les dédoublements de fonctions et les conflits de compétences. En outre, chaque Etat membre désigne une Autorité unique qui est seule compétente pour conduire les négociations et signer les conventions d'emprunt, les conventions de garantie octroyées par l'Etat à ses démembrements ou à des tiers et tous autres accords relatifs à la dette de l'Etat ;

- ***la transparence sur la gestion de la dette publique,***  
Chaque Etat membre se doit de prendre les mesures nécessaires pour garantir la transparence du processus d'endettement et de gestion de la dette publique. A ce titre, il procède, au moins une fois l'an, à la publication d'un rapport portant notamment sur les orientations et les objectifs de la politique d'endettement public, l'encours et la composition de la dette publique, dont sa ventilation par monnaie, par structure d'échéances et structure de taux d'intérêt, les résultats de la politique d'endettement public ainsi que la viabilité de la dette et l'utilisation des ressources mobilisées ;
- ***la disponibilité, l'accessibilité, la qualité et la conservation des données et des informations,***  
Chaque Etat doit prendre les dispositions permettant de rendre disponibles les informations ou les données relatives à la dette. De plus, il doit veiller à la conservation et à la qualité de l'information diffusée;
- ***les obligations diverses,***  
Elles sont relatives, entre autres, (i) à la coordination de la gestion de la dette publique avec les politiques budgétaire et monétaire, à travers la mise sur pied d'une structure de coordination (Comité National de la Dette Publique), (ii) à l'interdiction qui est faite aux Etats de fournir leur garantie pour des prêts dont les conditions sont plus onéreuses que celles de leurs propres emprunts, (iii) à l'implication des juristes à toutes les phases du processus d'endettement public et de gestion de la dette publique, notamment dans les phases de négociation des emprunts et des garanties, de renégociation de la dette et d'élaboration des actes et documents y relatifs et (iv) à l'audit annuel de la gestion de la dette publique.

## **1.2. Organisation institutionnelle**

La gestion de la dette publique au Gabon est mise en œuvre par le Ministre de l'Economie assisté de la Direction Générale de la Dette et d'autres administrations publiques.

### **1.2.1 Cabinet du Ministre en charge de l'Economie**

Le Ministre en charge de l'Economie participe à la définition du besoin de financement par la gestion du programme d'investissement public. Il est le seul habilité à négocier et à signer pour le compte de l'Etat des contrats ou conventions de financement.

### **1.2.2 Direction Générale de la Dette**

La Direction Générale de la Dette assure la mise en œuvre de la politique d'endettement public et la gestion active de la dette. Elle est organisée autour des trois grandes fonctions des bureaux de gestion de la dette à savoir : le front, le middle et le back offices.

Le front office est assuré par la Direction de la Négociation et du Suivi des Mobilisations, le middle office est composé de la Direction de la Stratégie de la Dette et de la Direction

de l'Audit et du Contrôle. Le back office est assuré par la Direction des Opérations et la Direction Informatique.

La Direction Générale de la Dette fait l'objet d'une mise à niveau basée sur les recommandations faites par l'évaluation DeMPA (Debt Management Performance Assesment), ayant notamment portée sur :

- l'organisation de la structure de gestion de la dette ;
- la coordination avec la politique budgétaire ;
- la transmission et la publication des informations sur la dette ;
- la comptabilisation des données de la dette ;
- la prévision des flux de trésorerie et la gestion du solde de trésorerie ;
- l'existence et la formulation de la stratégie de gestion de la dette ;
- l'audit interne et externe de la gestion de la dette publique.

### 1.2.3 Autres intervenants

Les autres acteurs de la chaîne de la dette sont :

- ***Le Parlement***, qui statue sur les projets de loi autorisant l'Etat à emprunter ;
- ***Le Conseil d'Etat***, qui émet un avis juridique de conformité garantissant la sincérité de l'engagement de l'Etat, la régularité des pouvoirs qui lui sont donnés pour signer la convention de prêt et l'irrévocabilité de l'engagement souscrit. Cet avis garantit au créancier la conformité de l'engagement pris par l'Etat aux lois et règlements en vigueur dans le pays ;
- ***Le Ministre en charge du Budget***, qui participe à la détermination du besoin de financement de l'Etat à travers l'établissement et la gestion du budget annuel et la gestion de la trésorerie publique ;
- ***La Direction Générale du Budget***, qui procède à l'inscription au budget des montants des financements extérieurs et des contreparties locales affectés à la réalisation d'opérations d'investissement et des crédits consacrés au service de la dette publique ;
- ***La Direction Générale des Services du Trésor***, qui est chargée du règlement de la dette publique.

## **2. BILAN DE L'EXECUTION DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2006 A 2010**

### **2.1. Evolution des emprunts de 2006 à 2010**

#### **2.1.1. Montant des emprunts de 2006 à 2010**

Les emprunts extérieurs signés par l'Etat durant la période allant de 2006 à 2010 s'élèvent globalement à 1 791,6 milliards de francs CFA, soit une moyenne annuelle de 358,3 milliards de francs CFA. Le montant de ces engagements a été le plus important en 2007, avec 765,9 milliards de francs CFA et le plus faible en 2009, avec 149,1 milliards de francs CFA.

Les engagements ont été contractés auprès des créanciers commerciaux à hauteur de 36,3% et sur le marché financier international pour 24,8%. Les contrats bilatéraux et multilatéraux représentent respectivement 20,5% et 18,4% des prêts signés.

Globalement, les prêts signés représentent en moyenne 5,8% du PIB, avec un pic de 13,1% en 2007, dû à l'emprunt obligataire mobilisé sur le marché financier international et un creux enregistré en 2009, soit 2,7% du PIB, consécutif à la situation politique particulière de cette année.

#### **2.1.2. Affectation des emprunts de 2006 à 2010**

De 2006 à 2010, l'Etat a obtenu 77 contrats de financement destinés à la réalisation de 40 projets d'études, d'équipements et d'infrastructures. A ces contrats s'ajoute l'emprunt obligataire mobilisé sur le marché financier international, dont les fonds ont servi au prépaiement d'une partie de la dette envers le Club de Paris.

Les secteurs de l'Eau et l'Electricité, de la Route, de la Santé et de l'Education ont concentré près de 84,0% des prêts accordés à l'Etat.

Les engagements au bénéfice des travaux routiers ont totalisé 605,2 milliards de francs CFA, affectés notamment à l'aménagement du tronçon PK12-Bifoun, aux travaux d'aménagement et de revêtement de 245,6 km sur la Route Nationale 2, à l'aménagement de la Route Mamiengue-Fougamou, à la construction de la Route Koumameyong-Ovan-Makokou et à l'aménagement de la Route Delta postal-Fondation Amissa.

Les financements en faveur de l'Eau et de l'Electricité, pour un montant global de 295,5 milliards de francs CFA, portent, entre autres, sur la construction de la centrale hydroélectrique Grand Poubara, la réalisation de la première phase de la centrale électrique d'Alénakiri, l'installation de 14 stations d'eau potable à l'intérieur du pays et l'amélioration de l'alimentation en eau potable de la ville de Libreville.

Pour le secteur de la Santé, dont le montant des prêts signés s'est élevé à 119,1 milliards de francs CFA, l'accent a été mis sur la construction et l'équipement de l'Hôpital Général d'Angondjé et des nouveaux bâtiments du Centre Hospitalier de Libreville.

Les financements obtenus pour le secteur de l'Education et de l'Enseignement professionnel se sont élevés à 109,2 milliards de francs CFA. Les projets majeurs ont porté sur l'appui à la qualité des services publics d'enseignement supérieur et professionnel et l'équipement technique des centres de formation professionnelle.

Les autres financements, qui se chiffrent à 217,6 milliards de francs CFA, soit 16,2% du total des emprunts sur la période, ont concerné divers projets dans les secteurs de la Sécurité, de l'Agriculture, du Transport, de l'Habitat et du Sport.

### 2.1.3. Termes des emprunts de 2006 à 2010

Le portefeuille des emprunts signés entre 2006 et 2010 a une maturité moyenne de 8,6 ans, un différé moyen de 2,5 années et un taux d'intérêt moyen de 3,6%.

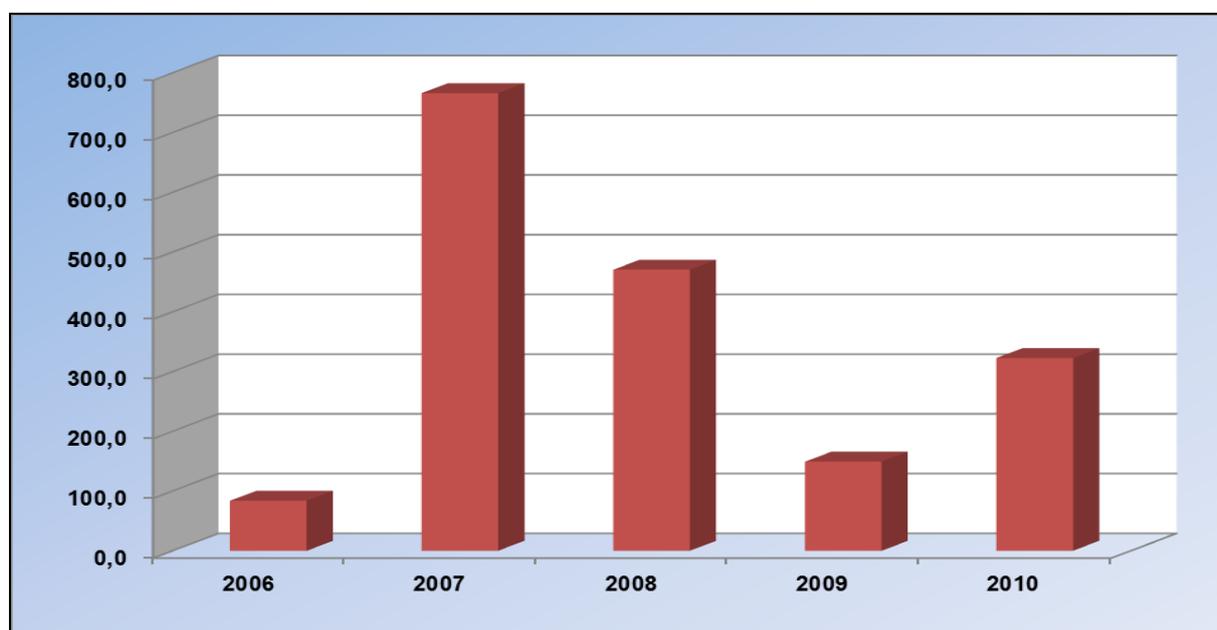
Les emprunts bilatéraux ont été obtenus avec une maturité de 13,5 ans, un délai de grâce de 4,8 ans et un taux d'intérêt de 3,4%. Les prêts multilatéraux se sont caractérisés par une durée de remboursement de 13,1 ans, un différé d'amortissement de 2,4 années et un taux d'intérêt de 3,1%. Les engagements envers les créanciers commerciaux sont ressortis avec une maturité de 8,0 années, un délai de grâce de 1,8 an et un taux d'intérêt de 5,4%.

L'emprunt obligataire Gabon 2007-2017 en Dollar américain, contracté en décembre 2007, a une maturité de 10,0 ans et un taux d'intérêt de 8,2%. Le remboursement intégral de cet emprunt est prévu, in fine, en 2017.

Hors emprunt obligataire, la maturité moyenne du portefeuille s'établirait à 10,7 ans. Le différé moyen de remboursement serait de 2,7 années et le taux d'intérêt moyen de 4,3%.

Dans l'ensemble, les emprunts sur la période ont été contractés à 50,1% à taux d'intérêt fixe et à 49,9% à taux d'intérêt variable. Les engagements à taux de change fixe représentent 61,7% de ce portefeuille et ceux à taux de change flottant 38,3%.

#### **GRAPHIQUE N°1 : EMPRUNTS EXTERIEURS DE 2006 A 2010 (EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)**



## 2.2. Evolution des décaissements sur financements extérieurs de 2006 à 2010

Le montant total mobilisé sur les financements extérieurs s'est élevé à 878,2 milliards de francs CFA. L'analyse de ces décaissements permet de distinguer deux phases. La première est comprise entre 2006 et 2008 et la seconde de 2009 à 2010.

**TABLEAU N°1 : DECAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS DE 2006 A 2010**

*En Milliards de Francs CFA*

	2006	2007	2008	2009	2010
Dettes Bilatérales	5,8	3,9	19,9	53,4	73,4
Dettes Multilatérales	1,8	3,6	1,9	4,1	18,7
Dettes Commerciales	0,0	40,8	32,6	42,2	131,2
Marché Financier International	0,0	445,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Décaissements sur Financements Extérieurs</b>	<b>7,6</b>	<b>493,3</b>	<b>54,4</b>	<b>99,6</b>	<b>223,3</b>

### 2.2.1. Evolution des décaissements sur financements extérieurs de 2006 à 2008

La politique du Gouvernement en matière de gestion de la dette a mis l'accent sur l'opération de rachat de la dette envers les pays membres du Club de Paris. Sur la période, le montant global des ressources d'emprunts extérieurs mobilisé s'établit à 555,3 milliards de francs CFA. De 2006 à 2008, un montant de 110,3 milliards de francs CFA a été consacré au financement des projets de développement. Cette affectation représente 19,9% des décaissements enregistrés sur la période.

En 2006, la mobilisation des ressources sur financements extérieurs est très faible avec un montant de 7,6 milliards de francs CFA, traduisant ainsi une politique très prudente des autorités en prévision de l'opération de rachat anticipé d'une partie de la dette bilatérale éligible au Club de Paris.

Contrairement à l'année précédente, les décaissements sur financements extérieurs ont été très importants en 2007 avec un montant de 493,3 milliards de francs CFA. Cette année est en effet marquée par la mobilisation de 445,0 milliards de francs CFA au titre de l'emprunt obligataire en Dollar américain, destiné au financement de l'opération de rachat. Ce montant représente 90,2% des ressources d'emprunt mobilisées. Les décaissements au titre des projets de développement se sont élevés à 48,3 milliards de francs CFA, dont 84,5% pour les prêts commerciaux.

En 2008, le montant total des décaissements sur financements extérieurs s'est élevé à 54,4 milliards de francs CFA, réparti en 19,9 milliards de francs CFA de dette bilatérale, 1,9 milliard de francs CFA de dette multilatérale et 32,6 milliards de francs CFA de dette commerciale. Cette année, la mobilisation des ressources d'emprunt au titre de la dette commerciale représente 59,9% du total des décaissements.

### **2.2.2. Evolution des décaissements sur financements extérieurs de 2009 à 2010**

De 2009 à 2010, on observe une hausse progressive des décaissements sur FINEX avec une mobilisation globale de 322,9 milliards de francs CFA de ressources, soit 99,6 milliards de francs CFA en 2009 et 223,3 milliards de francs CFA en 2010. Cette évolution traduit la volonté des autorités de diversifier l'économie et d'élargir la base productive. En outre, des financements importants ont été mobilisés dans le cadre de l'organisation de la CAN 2012.

Pour ces deux années, la dette bilatérale représente 126,8 milliards de francs CFA (39,3%), la dette multilatérale 22,8 milliards de francs CFA (7,0%) et la dette commerciale 173,3 milliards de francs CFA (53,7%).

La forte mobilisation des crédits commerciaux observée sur la période s'explique par les caractéristiques de ce type de financements extérieurs qui, rapidement mobilisables, répondent ainsi à la volonté des autorités d'accélérer le processus de développement économique et social du pays.

Sur cette période, le secteur de la Route engrange 41,0 milliards de francs CFA, soit 12,7% du total des ressources sur emprunts extérieurs, la Santé 83,3 milliards de francs CFA, soit 25,8% du total, le secteur de l'Electricité et de l'Eau totalise 152,4 milliards de francs CFA, soit 47,2% du total des décaissements. Il faut noter que la réalisation des infrastructures sportives a nécessité des décaissements à hauteur de 31,3 milliards de francs CFA au courant de l'année 2010.

En définitive, de 2006 à 2010, les ressources mobilisées pour financer les projets de développement se sont élevées à 433,2 milliards de francs CFA, soit en moyenne 1,4% du PIB.

### **2.3. Evolution du service de la dette publique de 2006 à 2010**

De 2006 à 2010, le service global de la dette publique se chiffre en moyenne à 569,1 milliards de francs CFA, dont 484,7 milliards de francs CFA de principal et 84,4 milliards d'intérêts. La dette extérieure représente 74,3% et les engagements intérieurs 25,7%.

#### **2.3.1. Evolution du service de la dette publique extérieure de 2006 à 2010**

Sur l'ensemble de la période, le service de la dette publique extérieure se chiffre en moyenne à 422,9 milliards de francs CFA, soit 342,8 milliards de francs CFA en principal et 80,1 milliards de francs CFA en intérêts.

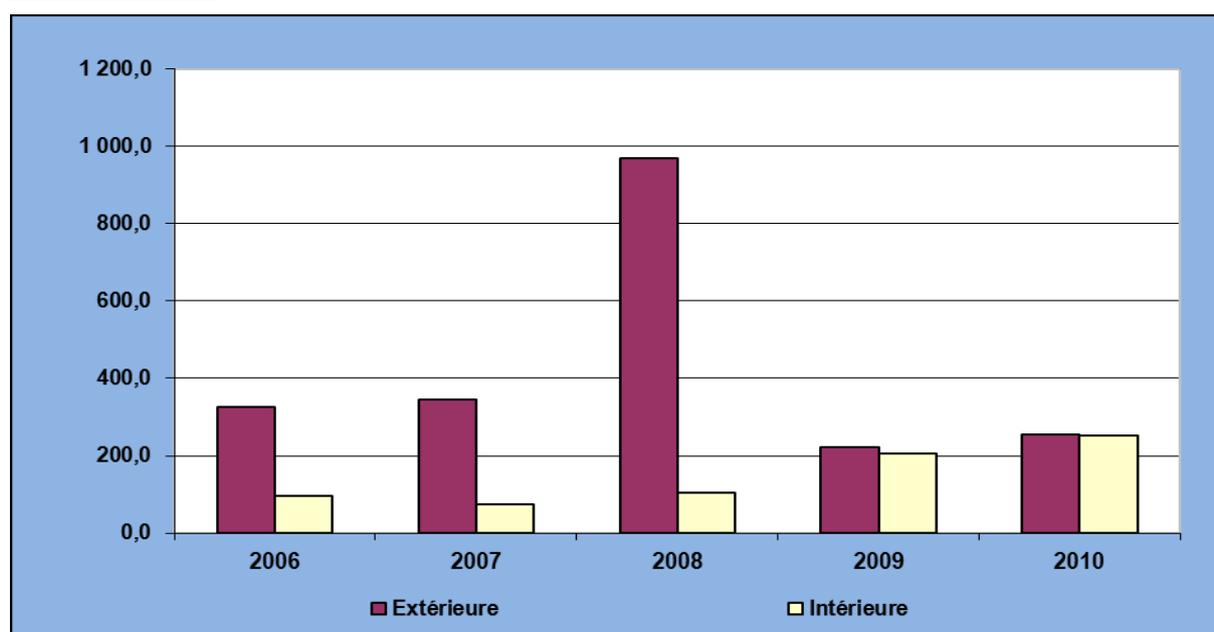
Exceptionnellement, pour l'année 2008, le service de la dette extérieure s'élève à 967,9 milliards de francs CFA, représentant 90,4% du service global.

De 2006 à 2007, le service de la dette extérieure s'élève en moyenne à 335,6 milliards de francs CFA. La dette bilatérale absorbe 69,7% de ce service, la dette multilatérale et la dette commerciale 10,9% et 19,4%.

Après le rachat des créances envers le Club de Paris effectué en 2008, le service de la dette extérieure s'établit en moyenne pour la période 2009-2010 à 237,6 milliards de francs CFA, soit une baisse de 29,2% par rapport à la période précédente. Ainsi, le service de la dette bilatérale ne représente plus que 24,4% du service de la dette extérieure. La dette multilatérale demeure stable avec 15,7%, la dette commerciale enregistre une forte progression se situant à 41,3% suite à la mobilisation importante des crédits acheteurs. Quant à la dette envers le marché financier international, elle s'établit à 21,7% du service de la dette extérieure.

En 2008, le service de la dette extérieure a atteint un niveau exceptionnel avec 967,9 milliards de francs CFA dont 91,5% au titre de la dette bilatérale. Le rachat anticipé de la dette rééchelonnée auprès du Club de Paris a absorbé 759,3 milliards de francs CFA.

**GRAPHIQUE N°2 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2006 A 2010 (EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)**



### 2.3.2. Evolution du service de la dette publique intérieure de 2006 à 2010

Sur la période allant de 2006 à 2010, le service de la dette publique intérieure se chiffre en moyenne à 146,3 milliards de francs CFA, avec 141,9 milliards de francs CFA en principal et 4,4 milliards de francs CFA d'intérêts. La dette bancaire représente 25,2%, la diverse 32,1%, les moratoires 36,3% et le marché financier régional 6,4%.

Le service de la dette intérieure passe de 91,7 milliards de francs CFA sur la période 2006-2008 à 228,1 milliards de francs CFA sur la période 2009-2010, soit une hausse de 148,7%. Cette forte augmentation fait suite à une reprise marquée des dettes dues aux créanciers locaux et à l'effort de désendettement intérieur engagé depuis 2009 et accentué en 2010 par le remboursement anticipé de certaines de ces dettes. Ainsi, le service de la dette intérieure s'est-il chiffré en 2010 à 251,6 milliards de francs CFA.

En définitive, sur la période 2006-2010, le service de la dette publique représente en moyenne 31,3% des recettes budgétaires. En 2008, ce ratio atteint 51,5% suite à

l'opération exceptionnelle de rachat anticipé de la dette auprès des créanciers membres du Club de Paris.

## **2.4. Evolution de l'encours de la dette publique de 2006 à 2010**

L'encours de la dette publique durant la période 2006-2010 a connu une évolution contrastée. En effet, il est passé de 1 688,4 milliards de francs CFA en 2006 à 2 065,5 milliards de francs CFA en 2007, suite à la prise en compte en décembre 2007 de l'emprunt émis sur le marché financier international pour un montant de 445,0 milliards de francs CFA. Ces ressources ont servi en janvier 2008 à désintéresser les créanciers ayant adhéré à l'opération de rachat anticipé de la dette envers le Club de Paris. A partir de 2008, le stock de la dette a baissé considérablement et s'est situé en moyenne à 1 280,0 milliards de francs CFA.

### **2.4.1. Evolution de l'encours de la dette publique extérieure de 2006 à 2010**

Le stock de la dette publique extérieure est passé de 1 594,9 milliards de francs CFA en 2006 à 1 201,8 milliards de francs CFA en 2010.

Sur la période, la dette extérieure représente en moyenne 90% de l'encours total. Le poids des engagements extérieurs par rapport au stock global est le plus élevé en 2006 avec 94,5% et le plus bas en 2009 avec 81,3%.

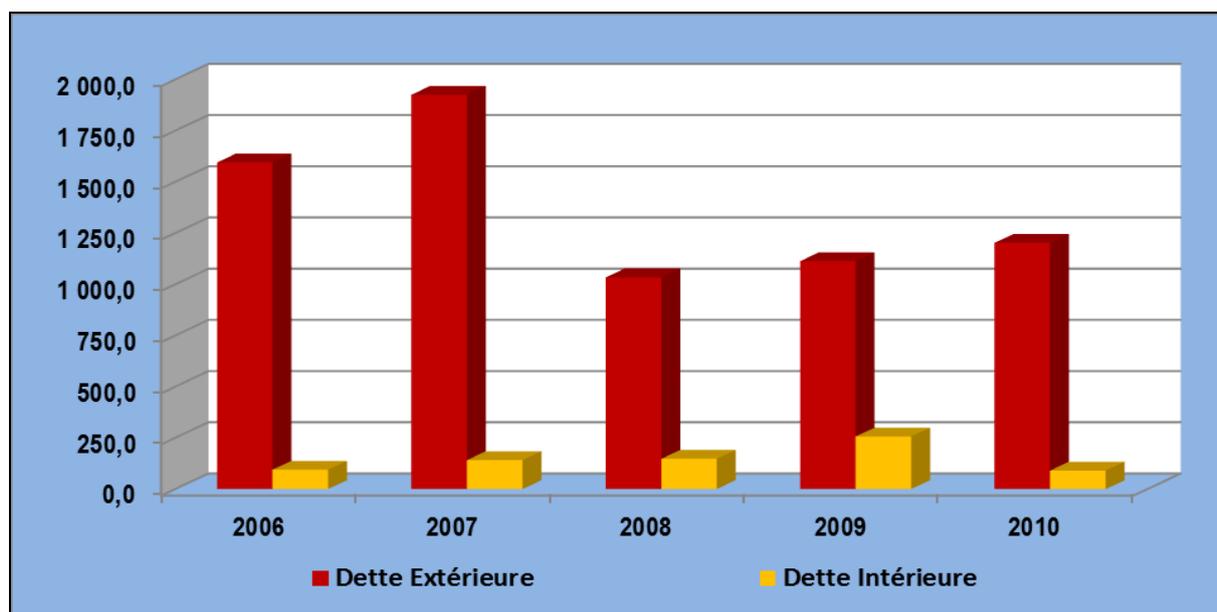
La répartition par pays a connu également des modifications sensibles avec d'une part, des créanciers ayant enregistré une augmentation de leur stock et d'autre part, ceux dont le stock a diminué.

La Chine est devenue le premier partenaire bilatéral avec des engagements qui sont passés de 2,6% en 2006 à 26,9% en 2010. La France, qui occupait précédemment la première place, se situe au second rang avec 17,9%.

Le stock de la dette envers l'Espagne et la Belgique a augmenté sensiblement dans la période et l'on a enregistré l'entrée d'Israël dans la composition du portefeuille de la dette en 2010.

A contrario, l'encours envers la Grande Bretagne a enregistré une diminution importante passant de 8,4% en 2006 à 1,0% en 2010. L'Italie et le Brésil sont sortis du portefeuille de la dette bilatérale.

**GRAPHIQUE N°3 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2006 A 2010 (EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)**



#### **2.4.2. Evolution de l'encours de la dette publique intérieure de 2006 à 2010**

Sur la période allant de 2006 à 2010, l'encours moyen de la dette intérieure s'est chiffré à 145,4 milliards de francs CFA, soit 10,0% du stock global. Il intègre en moyenne 17,2% de dette envers le secteur bancaire, 48,5% d'engagements divers, 11,9% de moratoires et 22,4% d'engagements auprès du marché financier régional.

De 2006 à 2009, l'encours de la dette publique intérieure a augmenté de manière régulière, passant de 93,5 milliards de francs CFA en 2006 à 256,0 milliards de francs CFA en 2009. Il a enregistré une forte baisse en 2010, se situant à 89,4 milliards de francs CFA, suite à la décision gouvernementale d'apurer par anticipation une part importante de son passif envers les créanciers locaux.

Les engagements auprès du marché financier régional intègrent l'encours intérieur en 2008 et ceux envers le système bancaire sont exclusivement composés de rachat de conventions par les banques commerciales.

#### **2.4.3. Evolution de l'encours de la dette publique en monnaies, taux d'intérêt et maturités de 2006 à 2010**

Le portefeuille de la dette est dominé par l'Euro et le Dollar américain qui concentrent en moyenne 85% du stock global de la dette sur la période. Toutefois, la part du Dollar a triplé passant de 15% à 49,2%, alors que celle de l'Euro a enregistré une forte diminution passant de 69,9% à 35,5%.

Les engagements à taux de change fixe, en rapport avec la baisse du poids de l'Euro, sont fortement réduits. Ces derniers passent de 76,2% à 42,5%. Le poids du franc CFA reste stable, se situant autour de 7% du stock global.

L'ensemble de la période a été caractérisé par une gestion active de la dette ayant permis la diversification des partenaires et l'introduction réussie sur les marchés financiers. De

même, on observe une répartition équilibrée du portefeuille en engagements fixe et variable, un allongement de la maturité moyenne qui passe de 5,2 ans à 8,6 ans et une baisse du taux d'intérêt moyen de 30 points de base, de 5,2% à 4,9%.

De 2007 à 2010, les orientations du Gouvernement ont abouti à une baisse tendancielle du taux d'endettement. Le ratio encours sur PIB passe de 35,4% en 2007 à 19,2% en moyenne pour la période 2008-2010.

### 3. MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2011

L'exécution de la stratégie d'endettement a porté sur le respect des prescriptions en matière de plafonds des nouveaux engagements et de mobilisations de prêts extérieurs, ainsi que sur la recherche de conditions de financement avantageuses.

Le montant des nouveaux engagements était prévu à 150 milliards de francs CFA, soit 2,1% du Produit Intérieur Brut. Ces emprunts devaient être contractés auprès des bailleurs bilatéraux, multilatéraux et commerciaux, éventuellement complétés par l'émission de Bons du Trésor Assimilables (BTA) et d'Obligations du Trésor Assimilables (OTA).

Les fonds à mobiliser étaient destinés à l'aménagement du réseau routier à hauteur de 50% (Route Nationale 1 et 2) et au financement des autres infrastructures pour 33% (CAN 2012 et barrage hydroélectrique Grand Poubara).

Le taux d'endettement était prévu à 19,4%. Le service et la charge de la dette devaient absorber respectivement 13,9% et 3,8% des recettes budgétaires.

#### 3.1. Nouveaux engagements et décaissements sur financements extérieurs en 2011

##### 3.1.1. Nouveaux engagements en 2011

##### 3.1.1.1. Montant des nouveaux engagements en 2011

Les nouveaux emprunts en 2011 totalisent 177,9 milliards de francs CFA contre une prévision plafonnée à 150,0 milliards de francs CFA, soit un dépassement de 18,6%. Ils représentent 2,3% du Produit Intérieur Brut contre une prévision de 2,1%.

TABLEAU N°2 : NOUVEAUX ENGAGEMENTS EN 2011	
<i>En Milliards de Francs CFA</i>	
	Montant
Créanciers Bilatéraux	67,7
Créanciers Multilatéraux	0,0
Créanciers Commerciaux	110,2
<b>Total Nouveaux Engagements</b>	<b>177,9</b>

Les prêts ont été obtenus en majorité auprès des créanciers commerciaux (Société Générale et Banque Hapoalim Bm) avec 68 % du total des engagements. Le prêt bilatéral a été contracté auprès de Export Import Bank of China. Aucun engagement n'a été conclu avec les organismes multilatéraux.

##### 3.1.1.2. Affectation des nouveaux engagements en 2011

Les nouveaux emprunts ont été affectés aux secteurs de l'Electricité, de la Santé et de la Sécurité.

Les prêts signés au profit du secteur de l'Electricité s'élèvent à 100,0 milliards de francs CFA. Ils portent sur la sécurisation du transport de l'électricité et la réalisation des travaux de la seconde phase de la Centrale électrique d'Alénakiri.

Les conventions au bénéfice du secteur de la Santé sont destinées au financement de l'Hôpital Universitaire d'Owendo pour un montant total de 43,4 milliards de francs CFA.

En ce qui concerne le secteur de la Sécurité, les financements obtenus pour un montant total de 34,5 milliards de francs CFA sont affectés à l'aménagement des centres pénitenciers et à l'acquisition de matériel de communication.

En accord avec la politique d'appui aux activités de production, les emprunts contractés en 2011 ont été consacrés en majorité au secteur de l'Electricité avec 56,2% du total des nouveaux emprunts.

Les prêts en faveur de la Santé et de la Sécurité représentent respectivement 24,4% et 19,4% du total des nouveaux engagements.

### 3.1.2. Décaissements sur financements extérieurs en 2011

#### 3.1.2.1. Montant des décaissements en 2011

Les financements extérieurs (FINEX) réalisés au 31 décembre 2011 s'élèvent à 249,8 milliards de F.CFA, soit un taux de réalisation de 166,6% par rapport à la prévision de 149,9 milliards de F.CFA.

<b>TABLEAU N°3 : DECAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS EN 2011</b>			
<i>En Milliards de Francs CFA</i>			
	Prévisions	Réalisations	Ecart
Créanciers Bilatéraux	62,0	44,1	-17,9
Créanciers Multilatéraux	63,3	52,2	-11,1
Créanciers Commerciaux	24,6	153,5	128,9
<b>Total Décaissements sur Financements Extérieurs</b>	<b>149,9</b>	<b>249,8</b>	<b>99,8</b>

Les tirages sur les FINEX ont été effectués à hauteur de 17,6% sur les prêts bilatéraux et 20,9% sur les prêts multilatéraux. On a enregistré une très forte mobilisation des décaissements au titre des crédits commerciaux, soit 153,5 milliards de F.CFA.

#### 3.1.2.2. Affectation des décaissements en 2011

Le dépassement observé sur la mobilisation des financements extérieurs s'explique principalement par l'accélération dans l'exécution des projets relatifs aux secteurs de la Route, de l'Electricité et de la Santé.

Initialement prévues à hauteur de 56,0 milliards de francs CFA, les ressources mobilisées pour le secteur de la Route totalisent 94,8 milliards de francs CFA, soit un écart de 38,7 milliards de francs CFA.

Les décaissements réalisés en faveur du secteur de l'Electricité ont également été supérieurs aux prévisions, à raison de 67,6 milliards de francs CFA, contre 42,9 milliards

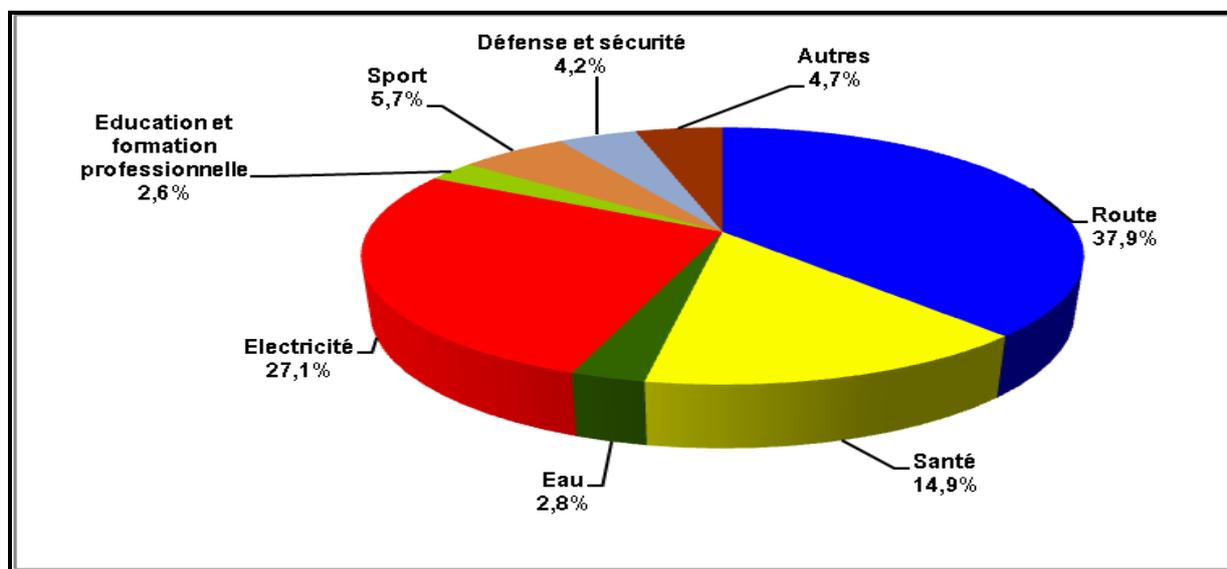
de francs CFA, soit un écart de 24,7 milliards de francs CFA. Cette situation est imputable à la mise en exécution rapide de la seconde phase du projet de la Centrale Electrique d'Alénakiri et à l'accélération des travaux du Réseau Electrique Interconnecté du Woleu-Ntem.

En ce qui concerne le secteur de la Santé, les décaissements ont été enregistrés pour un montant total de 37,2 milliards de francs CFA, contre une prévision de 12,9 milliards de francs CFA, soit un écart de 24,4 milliards de francs CFA. Cette situation s'explique principalement par l'accélération des travaux de construction des centres hospitaliers de Libreville et d'Angondjé.

En définitive, l'affectation des décaissements sur financements extérieurs est conforme aux orientations du Gouvernement dans le cadre de sa politique de soutien à la production. Aussi, les secteurs de la Route, des Ports et Aéroports ainsi que celui de l'Eau et l'Electricité concentrent 69,0% des ressources mobilisées.

Les secteurs sociaux représentent 23,3% des décaissements avec notamment 14,9% pour la Santé et 5,7% pour le Sport. Les autres secteurs enregistrent 7,7% des tirages sur financements extérieurs.

**GRAPHIQUE N°4 : DECAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS PAR SECTEURS EN 2011**  
(EN POURCENTAGE)



## 3.2. Conditions d'emprunt en 2011

### 3.2.1. Nouveaux engagements en 2011

#### 3.2.1.1. Nouveaux engagements en devises en 2011

Les prêts signés en 2011 sont contractés en Euro pour un montant global de 110,2 milliards de francs CFA et en Yuan Renminbi à hauteur de 67,7 milliards de francs CFA.

Les nouveaux engagements conclus en Euro représentent 62% du volume total des nouveaux emprunts. Ils sont accordés par la Société Générale (77,9 milliards de francs CFA) et par la Bank Hapoalim Bm (32,3 milliards de francs CFA).

L'emprunt en Yuan Renminbi représente 38% du volume des prêts signés en 2011. Il est contracté auprès de Export Import Bank of China.

### 3.2.1.2. Maturité et différé moyens des nouveaux engagements en 2011

La maturité moyenne des nouveaux emprunts contractés en 2011 est de 13,5 ans, contre une prévision de 10 ans. Elle est soutenue par la durée de remboursement des créances bilatérales qui s'établit à 19,4 ans. La maturité des prêts commerciaux se situe en dessous de la moyenne du portefeuille des nouveaux emprunts avec 9,8 années.

Le différé moyen des nouveaux engagements avec 3,0 ans est supérieur d'une année à la prévision. De même que pour la maturité, le différé obtenu sur le portefeuille des nouveaux emprunts est porté par les prêts bilatéraux dont le délai de grâce est de 4,9 ans. Le différé des prêts commerciaux, soit 1,8 an, est légèrement inférieur à la prévision de 2 ans.

**TABLEAU N°4 : TERMES MOYENS DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS EN 2011**

	Prévisions			Réalizations		
	Maturité en Années	Différé en Années	Taux d'intérêt %	Maturité en Années	Différé en Années	Taux d'intérêt %
Créanciers Bilatéraux	10,0	2,0	- de 5%	19,4	4,9	2,5%
Créanciers Multilatéraux	10,0	2,0	- de 5%	-	-	-
Créanciers Commerciaux	10,0	2,0	- de 5%	9,8	1,8	3,5%
<b>Ensemble</b>	<b>10,0</b>	<b>2,0</b>	<b>- de 5%</b>	<b>13,5</b>	<b>3,0</b>	<b>3,1%</b>

### 3.2.1.3. Taux d'intérêt des nouveaux engagements en 2011

En 2011, le taux d'intérêt moyen des nouveaux emprunts est de 3,1% contre un plafond fixé à 5%. Le taux d'intérêt des engagements bilatéraux est ressorti à 2,5% et celui des emprunts commerciaux s'est établi à 3,5%.

Le niveau des taux d'intérêt obtenu est consécutif aux conditions du marché caractérisées par une tendance à la baisse des taux observée depuis 2008.

## 3.2.2. Décaissements sur financements extérieurs en 2011

### 3.2.2.1. Décaissements en devises en 2011

Les décaissements en Euro représentent 84,6% du total des FINEX. Ceux en Dollar américain et en Yuan renminbi sont respectivement de 11,5% et 2,7%.

Les tirages effectués en Franc CFA, en Dinar koweïtien et en DTS représentent, quant à eux, 1,2% des FINEX.

L'instabilité observée sur le taux de change du Dollar américain justifie le choix de mobiliser davantage les FINEX en Euro, ceci afin de se couvrir contre les risques de change.

### 3.2.2.2. Maturité moyenne et différé moyen en 2011

La maturité moyenne des décaissements est de 11,7 ans, contre une prévision de 10 ans. Ce résultat est marqué par de meilleures conditions obtenues sur les prêts bilatéraux (18,2 ans) et multilatéraux (16,0 ans). Par contre, le montant élevé des décaissements sur les prêts commerciaux, dont la durée de remboursement est de 8,4 ans, a affecté à la baisse la maturité moyenne du portefeuille.

Le différé moyen est de 3,9 ans, pour une prévision de 2 ans. Les prêts bilatéraux et multilatéraux ont un différé supérieur à 5 ans, alors que les prêts commerciaux sont assortis d'un différé moyen de 2,7 ans, à peine supérieur à la prévision.

**TABLEAU N°5 : TERMES MOYENS DES DECAISSEMENTS EN 2011**

	Prévisions			Réalizations		
	Maturité en Années	Différé en Années	Taux d'intérêt %	Maturité en Années	Différé en Années	Taux d'intérêt %
Créanciers Bilatéraux	10,0	2,0	- de 5%	18,2	6,9	2,9%
Créanciers Multilatéraux	10,0	2,0	- de 5%	16,0	5,1	1,6%
Créanciers Commerciaux	10,0	2,0	- de 5%	8,4	2,7	3,8%
<b>Ensemble</b>	<b>10,0</b>	<b>2,0</b>	<b>- de 5%</b>	<b>11,7</b>	<b>3,9</b>	<b>3,2%</b>

### 3.2.2.3. Taux d'intérêt moyen en 2011

En 2011, le taux d'intérêt moyen des nouveaux engagements est de 3,2%, contre une prévision comprise entre 4% et 5 %. Le taux moyen des engagements multilatéraux est ressorti à 1,6%, celui des engagements bilatéraux à 2,9% et celui des prêts commerciaux à 3,8%.

Le faible niveau des taux d'intérêt s'explique, pour l'essentiel, par la baisse généralisée des taux sur les marchés financiers depuis la crise des prêts hypothécaires.

Les nouveaux engagements ont été contractés à hauteur de 75,3% à taux variables (Libor et Euribor) et 24,7% à taux fixes.

En définitive, les conditions obtenues sont meilleures que celles prescrites par la stratégie. Ainsi, la maturité moyenne est supérieure de 1,7 an, le différé moyen est proche du double et le taux d'intérêt moyen inférieur de 120 points de base.

### 3.3. Indicateurs d'endettement public en 2011

Les indicateurs d'endettement, notamment le taux d'endettement, la pression du service et de la charge de la dette sur les recettes budgétaires, permettent d'apprécier l'évolution de la viabilité de la dette publique.

**TABLEAU N°6 : INDICATEURS D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2011**  
(En pourcentage)

	Prévisions	Réalisations	Ecart
Encours/PIB	19,4	16,4	-3,0
Service/Recettes budgétaires	13,9	11,7	-2,2
Intérêts/Recettes budgétaires	3,8	3,0	-0,8

#### 3.3.1. Taux d'endettement public en 2011

En 2011, le taux d'endettement s'établit à 16,4%, contre une prévision de 19,4%. Cette relative stabilité est conforme à la politique de gestion prudente de la dette entreprise par les autorités ces dernières années.

#### 3.3.2. Pression du service de la dette publique sur les recettes budgétaires en 2011

La pression du service de la dette sur les recettes budgétaires se situe à 11,7%, inférieure à la prévision établie à 13,9%.

La baisse du ratio de liquidité est imputable à la baisse du service de la dette de 50,6 milliards de francs CFA, soit une réalisation de 265,3 milliards de francs CFA, contre une prévision de 315,9 milliards de francs CFA.

#### 3.3.3. Pression de la charge de la dette publique sur les recettes budgétaires en 2011

La charge de la dette publique représente en définitive 3,0% des recettes budgétaires, en deçà de la prévision de 3,8%. La baisse continue des taux d'intérêt constatée sur les marchés financiers explique l'allègement du montant des intérêts de la dette.

D'une manière générale, les réalisations obtenues sur les indicateurs d'endettement sont meilleures que les prévisions. En effet, le taux d'endettement est inférieur de 3,0%, la pression du service de la dette sur les recettes budgétaires de 2,2% et la charge de la dette de 0,8%.

## 4. SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2011

L'exécution de la dette publique en 2011 est conforme aux orientations définies par les autorités depuis 2007. En effet, pour assurer un désendettement durable, le Gouvernement s'est engagé à honorer à bonne date les échéances de sa dette extérieure et intérieure. Ainsi, le service dû au titre de l'année 2011 a été entièrement réglé.

A fin décembre 2011, le service de la dette publique s'est établi à 265,3 milliards de francs CFA, dont 4,3 milliards de francs CFA au titre de la dette bénéficiant de la garantie publique.

Les engagements extérieurs et intérieurs représentent respectivement 78,9% et 21,1% du service total.

**TABLEAU N°7 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES DE DETTE EN 2011**

*En Milliards de Francs CFA*

	Principal	Intérêts	Total
<b>Extérieure</b>	<b>143,4</b>	<b>65,9</b>	<b>209,3</b>
Dettes Bilatérales	36,4	9,9	46,3
dont Club de Paris	25,4	4,3	29,7
Dettes Multilatérales	28,6	7,5	36,1
Dettes Commerciales	76,5	13,9	90,4
Marché Financier International	1,9	34,6	36,5
<b>Intérieure</b>	<b>53,7</b>	<b>2,3</b>	<b>56,0</b>
Bancaire	9,6	0,0	9,6
Divers	27,2	0,0	27,2
Moratoires	3,3	0,0	3,3
Marché Financier Régional	13,6	2,3	15,9
<b>Total Service de la Dette Publique</b>	<b>197,1</b>	<b>68,2</b>	<b>265,3</b>

### 4.1. Service de la dette publique extérieure en 2011

Le service de la dette publique extérieure se chiffre à 209,3 milliards de francs CFA, dont 4,3 milliards de francs CFA au titre de la dette bénéficiant de la garantie publique. Il est en diminution de 44,7 milliards de francs CFA par rapport au service de l'année 2010.

Le service envers les créanciers bilatéraux s'élève à 46,3 milliards de francs CFA. Les pays membres du Club de Paris n'ayant pas adhéré à l'opération de remboursement anticipé de 2007 ont bénéficié de 64,1% des paiements enregistrés au titre de la dette bilatérale. Ce service est en hausse de 4,2 milliards de francs CFA, comparativement à l'année 2010.

Le service dû aux créanciers multilatéraux s'élève à 36,1 milliards de francs CFA. Il enregistre une légère hausse de 0,8 milliard de francs CFA.

Le service dû aux créanciers commerciaux totalise 90,4 milliards de francs CFA, soit 43,2% du service extérieur. Il est en baisse de 37,3 milliards de francs CFA par rapport à

l'année précédente, suite à l'arrivée à échéance, courant 2010, d'un certain nombre de crédits acheteurs et fournisseurs.

Les paiements au titre de l'emprunt obligataire international se chiffrent à 36,5 milliards de francs CFA, en diminution de 12,4 milliards de francs CFA par rapport à 2010. En effet, le rendement particulièrement élevé des titres, courant 2011, n'a permis des opérations de rachat sur le marché secondaire qu'à hauteur de 1,9 milliard de francs CFA.

Globalement, le service de la dette a été consacré à hauteur de 68,5% au remboursement des prêts et pour 31,5% au paiement des charges.

#### **4.1.1. Remboursement de la dette publique extérieure en 2011**

Le remboursement des emprunts extérieurs s'élève à 143,4 milliards de francs CFA, dont 53,3% de dette commerciale, 25,4% de dette bilatérale, 20,0% de dette multilatérale et 1,3% pour le marché financier international.

L'amortissement de la dette bilatérale est de 36,4 milliards de francs CFA. Les paiements en principal de la dette envers le Club de Paris représentent 69,8% des remboursements de la dette bilatérale.

Le service en principal de la dette multilatérale se chiffre à 28,6 milliards de francs CFA, dont 59,9% au profit de la Banque Africaine de Développement (BAD).

Le remboursement des crédits commerciaux s'élève à 76,5 milliards de francs CFA, dont 47,3% consacrés aux crédits fournisseurs et 52,7% aux crédits acheteurs.

L'amortissement de l'emprunt obligataire, qui se chiffre à 1,9 milliard de francs CFA, concerne les opérations de rachat de titres publics effectuées en 2011.

Les remboursements des prêts bilatéraux et des crédits commerciaux, qui totalisent 112,9 milliards de francs CFA, ont été majoritairement effectués au profit des bailleurs historiques du Gabon, notamment la France (18,9 milliards de francs CFA), la Suisse (32,8 milliards de francs CFA), l'Allemagne (22,2 milliards de francs CFA), l'Espagne (13,2 milliards de francs CFA), les Pays-Bas (5,3 milliards de francs CFA) et la Chine (3,8 milliards de francs CFA).

#### **4.1.2. Paiement des charges de la dette publique extérieure en 2011**

Le service en intérêts, commissions et frais divers se chiffre à 65,9 milliards de francs CFA et représente 31,5% du service extérieur total. Les charges de la dette bilatérale, multilatérale et commerciale représentent respectivement 15,0%, 11,4% et 21,1% des charges extérieures. Les intérêts payés sur l'emprunt obligataire sont de 34,6 milliards de francs CFA, soit 52,5% des charges extérieures.

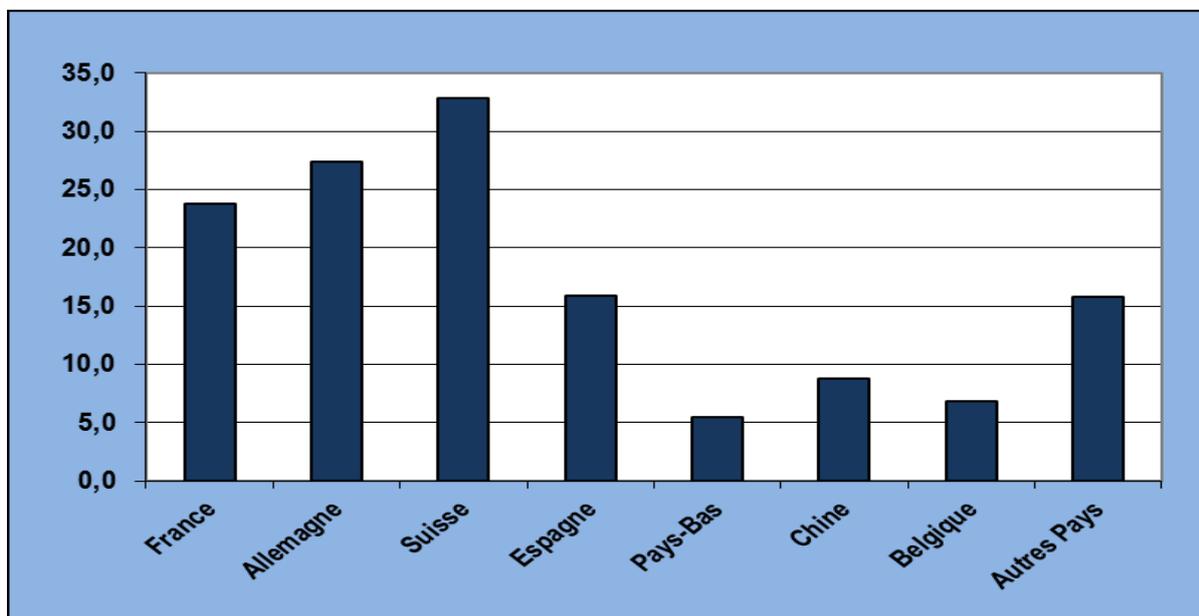
Les charges de la dette extérieure baissent de 3,4 milliards de francs CFA par rapport à l'année 2010 suite notamment à la baisse des charges en intérêts et commissions sur la dette commerciale et celles envers le marché financier.

Les charges de la dette bilatérale et multilatérale demeurent stables. Elles augmentent globalement de 0,5 milliard de francs CFA, par rapport à l'année précédente.

Le coupon de l'emprunt obligataire Gabon 2007-2017 et les charges de la dette commerciale diminuent globalement de 3,8 milliards de francs CFA, comparativement à l'année 2010. Cette tendance est consécutive à la diminution du stock de l'emprunt obligataire et à la baisse du Libor sur le Dollar américain.

Les intérêts, commissions et frais divers sur les prêts bilatéraux et les crédits commerciaux s'élèvent à 23,8 milliards de francs CFA, dont 4,8 milliards de francs CFA payés aux créanciers français, 5,2 milliards de francs CFA payés aux créanciers allemands et 5,0 milliards de francs CFA au bénéfice des créanciers chinois. Ces trois pays, avec près de 58,6% du stock de la dette bilatérale et commerciale à fin 2010, concentrent plus de 60% des charges de ces catégories de prêts en 2011.

**GRAPHIQUE N°5 : SERVICE DE LA DETTE BILATERALE ET DE LA DETTE COMMERCIALE PAR PAYS EN 2011 (EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)**



#### 4.2. Service de la dette publique intérieure en 2011

Le service de la dette publique intérieure en 2011 s'est chiffré à 56,0 milliards de francs CFA, en baisse de 195,6 milliards de francs CFA, comparativement au service de l'année précédente.

Le service vis-à-vis du système bancaire s'élève à 9,6 milliards de francs CFA, contre 70,6 milliards de francs CFA en 2010, soit une diminution de 86,4%. Le service des moratoires subit une baisse de 97,4%, passant ainsi de 126,4 milliards de francs CFA en 2010 à 3,3 milliards de francs CFA en 2011. Les engagements divers, avec 27,2 milliards de francs

CFA, enregistrent une diminution de 30,0% par rapport à 2010. Le service dû au marché financier régional demeure stable et s'établit à 15,9 milliards de francs CFA.

L'importante diminution du service intérieur en 2011 se justifie par l'opération de désengagement intérieur entreprise par le Gouvernement en 2009-2010, ayant abouti à une réduction du stock intérieur de 77,9%.

Le remboursement des dettes conventionnées et des emprunts représente 95,9% du service de la dette intérieure, contre 4,1% pour les charges.

#### **4.2.1. Remboursement de la dette publique intérieure en 2011**

Le remboursement des conventions et emprunts intérieurs s'élève à 53,7 milliards de francs CFA, en diminution de 78,2% comparativement à l'année précédente.

L'amortissement des moratoires se chiffre à 3,3 milliards de francs CFA (6,1% des remboursements intérieurs), ceux de la dette bancaire et de la dette diverse sont respectivement de 9,6 milliards de francs CFA (17,9 % des remboursements intérieurs) et 27,2 milliards de francs CFA (50,7% des remboursements intérieurs). Le remboursement de l'emprunt obligataire régional 2007-2013, qui obéit à un amortissement constant, s'élève à 13,6 milliards de francs CFA (25,3% des remboursements intérieurs).

#### **4.2.2. Paiement des charges de la dette publique intérieure en 2011**

Les charges de la dette intérieure s'élèvent à 2,3 milliards de francs CFA et concernent uniquement l'emprunt obligataire régional 2007-2013. En effet, les conventions de reprise de dettes et les moratoires signés ces dernières années ont été conclus sans intérêts.

Les intérêts intérieurs, qui sont en baisse de 50,9% par rapport à 2010, ne constituent que 3,4% des intérêts globaux, contre 6,2% l'année précédente.

## 5. ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2011

Au 31 décembre 2011, l'encours de la dette publique s'élève à 1 450,9 milliards de francs CFA, dont 3,3 milliards de francs CFA de dettes bénéficiant de la garantie de l'Etat.

Comparativement à l'encours de l'année 2010 qui se chiffrait à 1 291,2 milliards de francs CFA, le stock à fin 2011 enregistre une augmentation de 12,4%.

Les engagements extérieurs augmentent de 16,0% par rapport au niveau de l'année précédente. Cette hausse s'explique par l'augmentation des engagements nets en ce qui concerne les dettes bilatérales, multilatérales et commerciales, ainsi que par la hausse du taux de change du Dollar américain. En effet, le cours de ce dernier augmente de 2,6% entre le 31 décembre 2010 et le 31 décembre 2011.

L'encours de la dette envers les marchés financiers internationaux augmente de 9,1 milliards de francs CFA. Cette situation s'explique exclusivement par la hausse du cours du Dollar américain.

Les engagements intérieurs, qui se chiffraient en 2010 à 89,4 milliards de francs CFA, baissent de 36,8%.

La forte diminution de l'encours intérieur concerne toutes les catégories de dette. Cependant, on note une chute particulièrement importante du stock des moratoires et des engagements envers le système bancaire, respectivement de 88,1% et de 84,9%.

L'encours de la dette publique à fin 2011 est constitué à 96,1% de créances extérieures et à 3,9% d'engagements intérieurs.

**TABLEAU N°8: ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES DE DETTE A FIN 2011**

*En Milliards de Francs CFA*

	<b>Montant</b>
<b>Dettes Extérieures</b>	<b>1 394,3</b>
Dettes Bilatérales	337,3
Dettes Multilatérales	222,6
Dettes Commerciales	390,4
Marché Financier International	444,0
<b>Dettes Intérieures</b>	<b>56,6</b>
Bancaire	1,6
Divers	27,3
Moratoires	0,5
Marché Financier Régional	27,2
<b>Total Encours de la Dette Publique</b>	<b>1 450,9</b>

### 5.1. Encours de la dette publique par sources de dette à fin 2011

L'encours de la dette publique en 2011 comprend 1 394,3 milliards de francs CFA de dette extérieure, dont 3,3 milliards de francs CFA de dettes garanties par l'Etat et 56,6 milliards de francs CFA de dette intérieure.

### **5.1.1. Encours de la dette publique extérieure à fin 2011**

L'encours extérieur est dominé par les engagements envers les marchés financiers internationaux qui s'élèvent à 444,0 milliards de francs CFA. Ce stock est suivi par ceux de la dette bilatérale avec 337,3 milliards de francs CFA, de la dette commerciale à hauteur de 390,4 milliards de francs CFA et de la dette multilatérale pour 222,6 milliards de francs CFA.

L'encours de la dette bilatérale représente 24,2% du stock extérieur. Il est fortement dominé par les financements chinois, français et allemands qui concentrent 91,4% des engagements bilatéraux. Les engagements envers la Chine s'élèvent à 193,0 milliards de francs CFA, ceux envers la France et l'Allemagne se chiffrent respectivement à 68,2 milliards de francs CFA et 47,2 milliards de francs CFA.

L'encours de la dette commerciale, qui constitue 28,0% de la dette extérieure, est composé à 95,4% de crédits acheteurs. Les créanciers espagnols, belges, français et israéliens en sont les principaux pourvoyeurs avec respectivement 125,7 milliards de francs CFA, 92,0 milliards de francs CFA, 76,1 milliards de francs CFA et 49,8 milliards de francs CFA. Les crédits fournisseurs essentiellement dus à un créancier suisse s'élèvent à 18,1 milliards de francs CFA.

L'encours de la dette multilatérale constitue le poste le moins important avec 16,0%. La Banque Africaine de Développement (BAD) en est le premier créancier avec des engagements d'un montant de 165,5 milliards de francs CFA, soient 74,3% du stock multilatéral et 11,9% de l'ensemble de la dette extérieure.

Le stock envers les marchés financiers internationaux, composé exclusivement de l'emprunt obligataire Gabon 2007-2017 en Dollar américain, dont le remboursement intégral interviendra en 2017, représente 31,8% de la dette extérieure.

### **5.1.2. Encours de la dette publique intérieure à fin 2011**

Le stock de la dette intérieure se chiffre à 56,6 milliards de francs CFA. Il est composé essentiellement des conventions de reprises de dettes et des fonds levés sur le marché financier régional qui représentent globalement 96,2% du total de l'encours intérieur.

L'encours de la dette bancaire, composé principalement des rachats de créances détenues sur l'Etat, s'élève à 1,6 milliard de francs CFA. Il équivaut à 2,8% du stock de la dette intérieure.

Le stock des moratoires, constitué de la dette envers la SMAG, est de 0,5 milliard de francs CFA, soit 0,9% de la dette intérieure.

Les dettes diverses, comprenant principalement des conventions de reprises de dette par l'Etat, ont un encours de 27,3 milliards de francs CFA, représentant 48,2% de la dette

intérieure. La dette conventionnée au profit de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale constitue 74,0% de ce stock.

L'encours de l'emprunt obligataire régional qui s'élève à 27,2 milliards de francs CFA, constitue le poste le plus important du stock de la dette intérieure avec un poids de 48,0%. Cet emprunt, dont le remboursement annuel constant s'élève à 13,6 milliards de francs CFA, sera complètement amorti en décembre 2013.

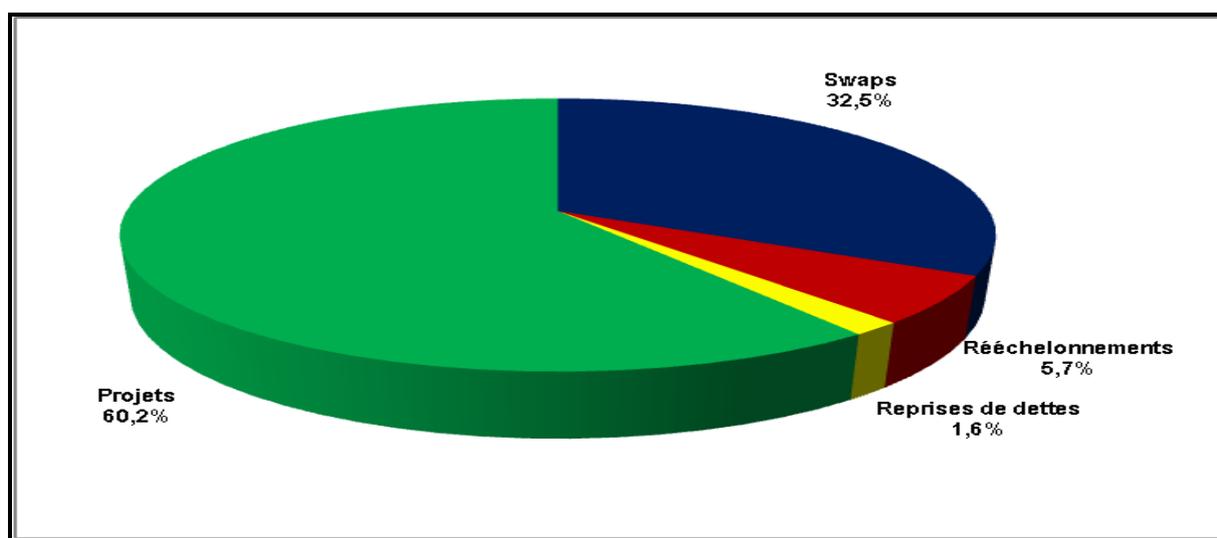
## 5.2. Encours de la dette publique par affectations à fin 2011

L'encours de la dette publique est composé à 60,2% de financements affectés directement à la réalisation de projets et à 39,8% d'opérations de refinancement comprenant des rééchelonnements de dettes, des opérations de swaps et des conventions de reprises de passifs.

Comparé à l'encours de 2010 qui se chiffrait à 659,9 milliards de francs CFA, le stock des financements de projets augmente de 32,4%. Par contre, celui des opérations de refinancement baisse de 9,4% par rapport à son niveau de 2010 qui se situait à 631,3 milliards de francs CFA.

### **GRAPHIQUE N°6 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR AFFECTATIONS A FIN 2011**

(EN POURCENTAGE)



### 5.2.1. Encours de la dette publique par projets à fin 2011

L'encours de la dette publique par projets se chiffre à 873,8 milliards de francs CFA. Il intègre le financement de 94 projets répartis en 15 secteurs d'activités.

Les secteurs de l'Eau et l'Electricité, de la Route et de la Santé englobent 579,3 milliards de francs CFA, soit les deux tiers du total des financements de projets.

Le secteur de l'Eau et de l'Electricité avec 9 projets présente un encours de 239,1 milliards de francs CFA, dominé par les financements du projet hydroélectrique Grand Poubara (66,4%) et ceux de la centrale électrique de 35 méga watts d'Alénakiri (20,8%).

Le secteur de la Route, dont le stock s'élève à 225,6 milliards de francs CFA, comprend le financement de 17 projets. Le programme routier phase 1 (37,3%), l'aménagement de la Route Nationale 1 (22,4%), la route Ndjolé-Medoumane (6,2%), la route Mamiengue-Fougamou (4,3%) et la route Libreville-Owendo (4,3%) sont les principaux projets de ce secteur.

L'encours du secteur de la Santé est de 114,6 milliards de francs CFA, répartis en 10 projets. Les projets majeurs concernent l'Hôpital Général d'Angondjé (52,7%), la construction de nouveaux bâtiments au Centre Hospitalier de Libreville (24,7%) et les hôpitaux régionaux (6,7%).

Les 12 autres secteurs représentent un stock de 294,5 milliards de francs CFA, réparti en 58 projets.

### **5.2.2. Encours de la dette publique hors projets à fin 2011**

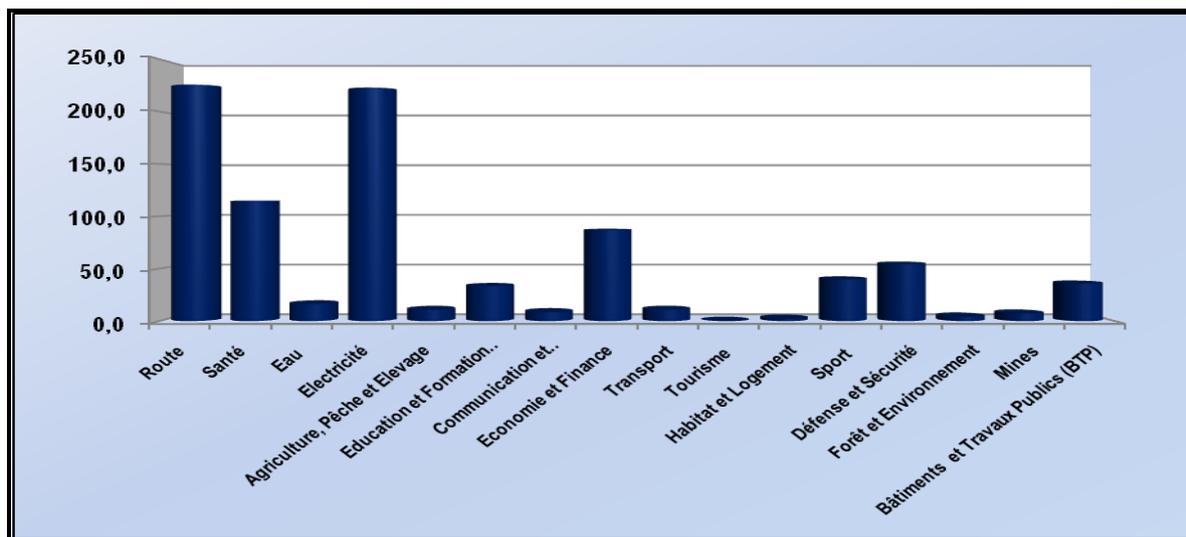
L'encours de la dette publique hors projets se chiffre à 577,1 milliards de francs CFA. Il est marqué par la prépondérance des opérations de swaps (81,6%), suivi des rééchelonnements de dettes (14,3%) et des conventions de reprises de dettes (4,1%).

Les opérations de swaps, dont l'encours s'élève à 471,1 milliards de francs CFA, concernent les deux emprunts obligataires levés par le Gabon en 2007 pour faire face à l'opération de remboursement par anticipation de 86,0% des créances dues au Club de Paris. Il s'agit de l'emprunt obligataire 2007-2017 contracté en Dollar américain qui a un stock de 444,0 milliards de francs CFA et de l'emprunt obligataire régional 2007-2013 contracté en francs CFA dont l'encours s'élève à 27,2 milliards de francs CFA.

L'encours des opérations de rééchelonnement se chiffre à 82,4 milliards de francs CFA, composé essentiellement des créances rééchelonnées auprès du Club de Paris des pays n'ayant pas adhéré à l'opération de rachat de 2007. Les engagements au profit de l'Allemagne représentent 57,3% de ce stock, suivi de ceux envers les Etats-Unis avec 11,5%.

Le stock des conventions de reprises de passifs, qui concernent exclusivement la dette intérieure, est de 23,6 milliards de francs CFA.

**GRAPHIQUE N°7 : ENCOURS PROJETS PAR SECTEURS A FIN 2011 (EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)**



### **5.3. Encours de la dette publique par monnaies, maturités et taux d'intérêt à fin 2011**

Le portefeuille de la dette gabonaise est majoritairement composé d'engagements à taux de changes flottants, à taux d'intérêts fixes et de maturités de moyen terme.

Les engagements à taux de change fixes et à taux de change variables augmentent respectivement de 24,2% et 3,7% par rapport à leur niveau de 2010, suite à l'ampleur des décaissements enregistrés en 2011, notamment pour les prêts en Euro.

La maturité moyenne du portefeuille régresse de 8,0 mois du fait du rapprochement de l'échéance de l'emprunt obligataire international Gabon 2007-2017.

Le taux d'intérêt moyen est en baisse de 40,0 points de base en rapport avec les termes favorables des nouveaux engagements et la baisse généralisée des taux d'intérêts sur les marchés de capitaux.

#### **5.3.1. Encours de la dette publique par monnaies à fin 2011**

L'encours de la dette publique est composé de 46,9% d'engagements contractés en monnaies à taux de change fixe par rapport au franc CFA, contre 53,1% d'engagements à taux de change flottants.

Le stock de la dette à taux de change fixe se chiffre à 680,9 milliards de francs CFA. Il est marqué par la prédominance des dettes en Euro qui s'élèvent à 622,3 milliards de francs CFA, représentant respectivement 91,4% de l'encours de la dette à taux fixe et 42,9% de l'encours total. La dette en Franc CFA est de 58,6 milliards, soit 4,0% de l'encours de la dette publique.

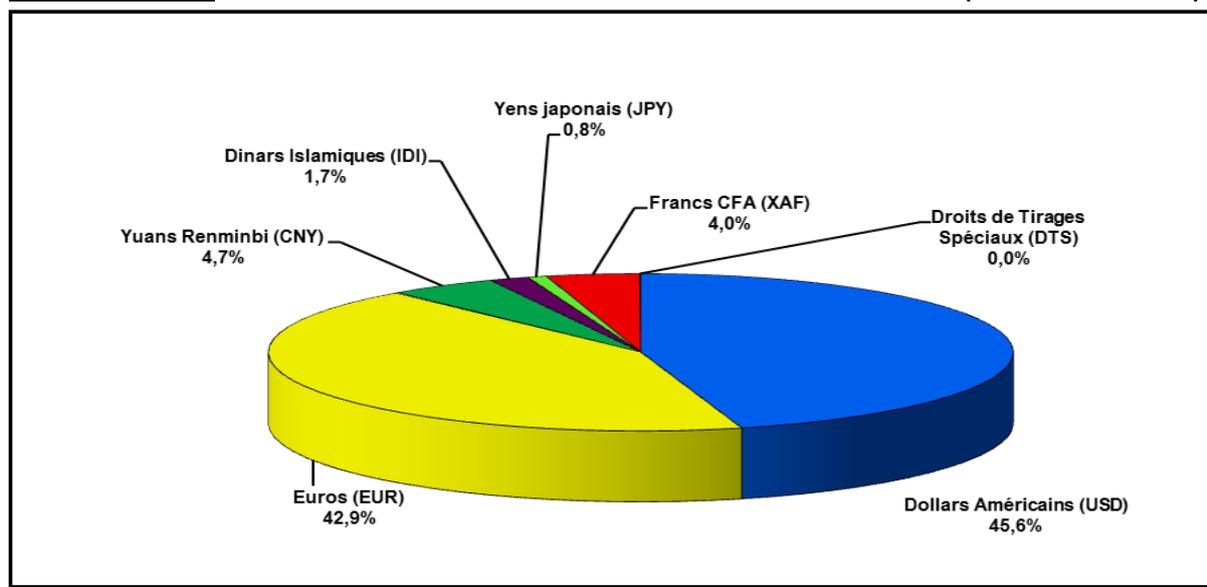
La dette à taux de change flottant s'élève à 769,9 milliards de francs CFA. Elle est constituée d'engagements contractés principalement en Dollar américain, en Yuan renminbi, en Yen japonais et en Dinars koweïtien et islamique. Le Dollar américain et le Yuan renminbi sont les devises dominantes avec respectivement 86,0% et 8,8% du stock

de la dette à taux de change flottant. Le Dollar américain représente près de la moitié du stock total de la dette publique.

Le portefeuille de la dette publique est polarisé par l'Euro et le Dollar américain avec des engagements globaux à hauteur de 1 284,6 milliards de francs CFA, soit 88,5% de l'encours de la dette publique.

En excluant l'encours de l'emprunt obligataire Gabon 2007-2017 en Dollar américain, dont le remboursement est assuré in fine en 2017, le stock des engagements dans cette devise serait ramené à 15,0% de l'encours total. Les engagements à taux de change fixe et à taux de change flottant représenteraient alors 67,6% et 32,4% de la dette publique totale.

#### **GRAPHIQUE N°8 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIES A FIN 2011 (EN POURCENTAGE)**



#### **5.3.2. Encours de la dette publique par maturités à fin 2011**

La maturité moyenne du portefeuille de la dette publique est de 7,9 années, avec certains emprunts ayant des durées de remboursement supérieures à 20,0 ans.

L'encours des dettes ayant une maturité de moins de 5,0 ans s'élève à 288,8 milliards de francs CFA, soit 19,9% de la dette publique totale. Ces engagements sont principalement composés de conventions de dette intérieure et de prêts commerciaux.

Le montant des prêts dont la maturité est comprise entre 5,0 et 10,0 ans se chiffre à 802,5 milliards de francs CFA, soit 55,3% du stock de la dette publique. Ces prêts qui constituent plus de la moitié du stock des engagements publics, sont dominés par le poids de l'emprunt obligataire Gabon 2007-2017 qui représente 55,3% de ce stock. Ils comprennent, par ailleurs, une part importante de créances commerciales.

Le stock des engagements ayant une durée de remboursement supérieure à 10,0 ans se chiffre à 359,6 milliards de francs CFA et représente 24,8% de l'encours de la dette publique. Il comprend exclusivement des créances bilatérales et multilatérales.

On relève que les dettes dont la maturité est supérieure à 20,0 ans, notamment celles de l'Aide Publique au Développement (APD), s'élèvent à 7,7 milliards de francs CFA, soit 0,5% de l'encours de la dette publique.

Le portefeuille de la dette publique, hors emprunt obligataire Gabon 2007-2017, aurait une maturité moyenne de 8,8 années. Les encours des engagements dont les maturités sont comprises entre 6,0 et 10,0 ans et 10,0 et 20,0 ans représenteraient alors 35,6% et 35,0% du stock global.

**TABLEAU N°9 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MATURITES A FIN 2011**

*En Milliards de Francs CFA*

	<b>Montant</b>
0,0 à 2,0 ans	128,3
2,0 à 5,0 ans	160,5
5,0 à 10,0 ans	802,5
10,0 à 20,0 ans	351,9
Plus de 20,0 ans	7,7
<b>Total Encours de la Dette Publique</b>	<b>1 450,9</b>

### 5.3.3. Encours de la dette publique par taux d'intérêt à fin 2011

L'encours de la dette publique est composé d'engagements à taux d'intérêts fixes à hauteur de 965,9 milliards de francs CFA et de prêts à taux d'intérêts variables d'un montant de 485,0 milliards de francs CFA, soient respectivement 66,6% et 33,4% du stock global.

Les engagements ayant un taux d'intérêt compris entre 6,0% et 10,0%, avec un encours de 448,8 milliards de francs CFA, représentent 30,9% de la dette publique totale. 7,1% de l'encours total est constitué de dettes ne portant pas intérêts. Il s'agit des conventions de reprises de passifs pour la dette intérieure et de la majorité des crédits fournisseurs pour la dette extérieure.

**TABLEAU N°10 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NIVEAUX DE TAUX D'INTÉRÊT A FIN 2011**

*En Milliards de Francs CFA*

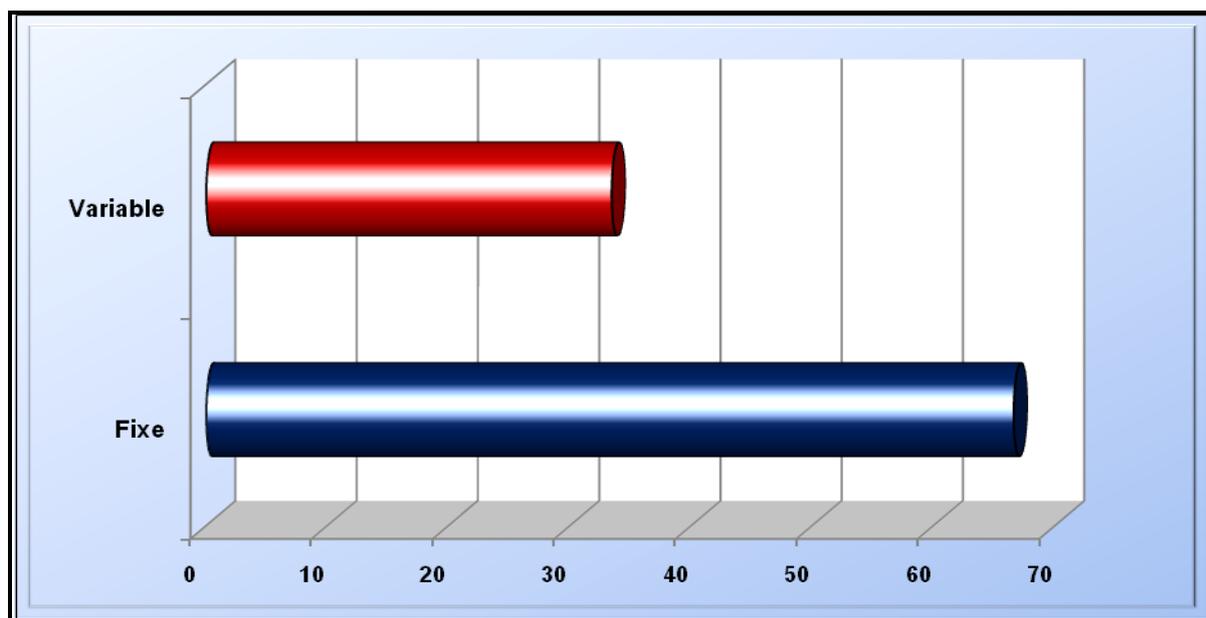
	<b>Montant</b>	<b>Pourcentage</b>
0,0%	103,0	7,1
0,0 à 3,0%	433,8	29,9
3,0 à 6,0%	465,3	32,1
6,0 à 10,0%	448,8	30,9
<b>Total Encours de la Dette Publique</b>	<b>1 450,9</b>	<b>100,0</b>

Plus des deux tiers de l'encours de la dette publique sont composés d'engagements ayant un taux d'intérêt compris entre 0,0% et 6,0%. Ceux assortis d'un taux d'intérêt compris entre 3,0% et 6,0% sont les plus importants avec un montant de 465,3 milliards de francs CFA, soit 46,4% des prêts ayant un taux d'intérêt se situant entre 0,0% et 6,0%.

L'encours des prêts à taux d'intérêt variables est composé à 79,5% d'engagements à taux d'intérêt en euro, notamment l'euribor à 6 mois et 17,9% de dettes libellées en libor US à 3 et 6 mois. Dans l'ensemble, le taux d'intérêt moyen du portefeuille s'est établi à 4,5%.

En ne tenant pas compte de l'encours de l'emprunt obligataire Gabon 2007-2017 en Dollar américain, le stock des engagements à taux d'intérêt fixes et celui des engagements à taux d'intérêt variables représenteraient respectivement 51,8% et 48,2% de l'encours de la dette publique. Le taux d'intérêt moyen du portefeuille s'établirait alors à 2,9% contre 4,5%.

**GRAPHIQUE N°9 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NATURES DE TAUX D'INTERET A FIN 2011  
(EN POURCENTAGE)**



## CONCLUSION

En 2011, l'exécution de la stratégie d'endettement public s'est traduite par des conditions avantageuses en termes de nouveaux engagements et de décaissements sur financements extérieurs, comparativement à ce qui était prévu. Ainsi, la maturité moyenne des nouveaux engagements est de 13,5 ans, le différé moyen de 3,0 ans et le taux d'intérêt moyen de 3,1%. La maturité moyenne des décaissements s'est établie à 11,7 années, le différé moyen à 3,9 années et le taux d'intérêt moyen à 3,2%.

Le taux d'endettement de 16,4% est en baisse de 3,0% par rapport à la prévision qui se situait à 19,4%.

La pression du service de la dette sur les recettes budgétaires se situe à 11,7% inférieure à la prévision établie à 13,9%.

La charge de la dette rapportée aux recettes budgétaires baisse de 80,0 points de base, passant d'une prévision de 3,8% à 3,0% en réalisation.

Le service de la dette publique a été arrêté à 265,3 milliards de francs CFA, soit 197,1 milliards de francs CFA de principal et 68,2 milliards de francs CFA d'intérêts, de commissions et de frais divers. Les engagements extérieurs et intérieurs représentent respectivement 78,9% et 21,1% du service total.

L'encours de la dette publique à fin 2011 se chiffre à 1 450,9 milliards de francs CFA, dont 56,6 milliards de francs CFA au titre de la dette intérieure.

L'encours de la dette publique est composé à 46,9% d'engagements à taux de change fixe et à 53,1% d'engagements à taux de change flottant.

Les prêts contractés à taux d'intérêt fixe représentent 66,6% et ceux à taux d'intérêt variable représentent 33,4%.

La maturité moyenne du portefeuille se dégrade légèrement passant de 8,4 ans à 7,9 ans.

Le stock de la dette publique reste fortement influencé par les caractéristiques de l'emprunt obligataire Gabon 2007-2017 en Dollar américain.

## ANNEXES

**TABLEAU N°11 : DECAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS PAR PROJETS EN 2011**

*En Milliards de Francs CFA*

	<b>Montant</b>
Aménagement Route Nationale 1 (RN1)	50,6
Route Delta Postal-Fondation Amissa	1,7
Route Ndjolé- Medoumane	2,2
Reconstruction du Pont d'Oloumi	0,7
Programme Routier Phase 1	39,6
Projet Grand Poubara	33,5
Electrification Libreville-Cap Estérias	0,3
Centrale Alénakiri	25,8
Hôpital Universitaire d'Owendo	15,0
Ecole d'Application Santé Militaire	1,6
Complexe Omnisports Omar BONGO ONDIMBA	14,4
Construction Bâtiments CHL	11,2
Hôpital Général d'Angondjé	10,8
Installation Eau Potable Libreville	1,9
Plan National de Développement Sanitaire	0,3
Centre Pénitencier	10,3
Assainissement Libreville	0,6
Surveillance Côtière	0,3
Projet de Développement Agricole Woleu Ntem	0,2
Projet de Développement Agricole	1,2
Extension Aménagement Petits Permis Forestiers	1,0
Projet d'Appui Secteur Pêche	1,1
Education Phase 3	4,8
Projet 10 Aéroports	2,9
Gestion des Ressources Naturelles	4,8
Réseau Electrique Interconnecté Woleu Ntem	8,0
Restructuration Réseau Eau Libreville	5,2
<b>Total Décaissements sur Financements Extérieurs</b>	<b>249,8</b>

**TABLEAU N°12 : DECAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS PAR TYPES DE PROJET EN 2011**

*En Milliards de Francs CFA*

	<b>Montants</b>
Infrastructures	209,3
Equipements	26,9
Autres	13,6
<b>Total Décaissements sur Financements Extérieurs</b>	<b>249,8</b>

**TABLEAU N°13 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES DE DETTE DE 2006 A 2011**
*En Milliards de Francs CFA*

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Dettes Extérieures</b>	<b>326,6</b>	<b>344,6</b>	<b>967,9</b>	<b>221,2</b>	<b>254,0</b>	<b>209,3</b>
<i>Principal</i>	234,5	252,3	885,6	156,8	184,7	143,4
<i>Intérêts</i>	92,1	92,3	82,3	64,4	69,3	65,9
Dettes Bilatérales	223,7	240,9	811,3	59,4	42,1	46,3
<i>Principal</i>	149,1	166,3	786,8	47,3	32,8	36,4
<i>Intérêts</i>	74,5	74,6	24,5	12,1	9,3	9,9
<i>dont Club de Paris</i>	204,0	219,8	96,3	45,7	28,6	29,7
<i>Principal</i>	132,9	148,7	75,0	36,7	23,4	25,4
<i>Intérêts</i>	71,1	71,1	21,2	9,0	5,2	4,3
Dettes Multilatérales	36,7	36,7	33,5	39,1	35,3	36,1
<i>Principal</i>	25,8	25,8	26,1	29,8	27,7	28,6
<i>Intérêts</i>	11,0	10,9	7,5	9,3	7,6	7,5
Dettes Commerciales	66,2	67,0	83,3	68,7	127,7	90,4
<i>Principal</i>	59,6	60,3	72,7	60,2	112,2	76,5
<i>Intérêts</i>	6,7	6,8	10,6	8,5	15,5	13,9
Marché Financier International	0,0	0,0	39,7	54,0	48,9	36,5
<i>Principal</i>	0,0	0,0	0,0	19,5	12,1	1,9
<i>Intérêts</i>	0,0	0,0	39,7	34,5	36,8	34,6
<b>Dettes Intérieures</b>	<b>96,9</b>	<b>75,3</b>	<b>103,0</b>	<b>204,7</b>	<b>251,6</b>	<b>56,0</b>
<i>Principal</i>	93,0	73,0	97,7	199,0	247,0	53,7
<i>Intérêts</i>	3,9	2,3	5,3	5,7	4,6	2,3
Bancaire	15,1	13,8	19,3	65,6	70,7	9,6
<i>Principal</i>	13,6	13,0	17,9	63,7	68,2	9,6
<i>Intérêts</i>	1,5	0,8	1,4	1,9	2,5	0,0
Divers	58,3	44,5	56,4	36,8	38,9	27,2
<i>Principal</i>	56,9	43,7	56,2	36,8	38,9	27,2
<i>Intérêts</i>	1,5	0,8	0,2	0,0	0,0	0,0
Moratoires	23,4	17,0	13,4	85,0	126,4	3,3
<i>Principal</i>	22,5	16,3	13,2	85,0	126,4	3,3
<i>Intérêts</i>	0,9	0,7	0,2		0,0	0,0
Marché Financier Régional	0,0	0,0	14,0	17,4	15,7	15,9
<i>Principal</i>	0,0	0,0	10,4	13,6	13,6	13,6
<i>Intérêts</i>	0,0	0,0	3,6	3,8	2,1	2,3
<b>Total Service de la Dette Publique</b>	<b>423,5</b>	<b>419,9</b>	<b>1 071,0</b>	<b>425,9</b>	<b>505,6</b>	<b>265,3</b>
<i>Principal</i>	327,5	325,3	983,3	355,8	431,7	197,1
<i>Intérêts</i>	96,0	94,6	87,7	70,1	73,9	68,2

**TABLEAU N°14 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CLASSES DE DETTE DE 2006 A 2011**

En Milliards de Francs CFA

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Dettes Extérieures</b>	<b>326,6</b>	<b>344,6</b>	<b>967,9</b>	<b>221,2</b>	<b>254,0</b>	<b>209,3</b>
<i>Principal</i>	<i>234,5</i>	<i>252,3</i>	<i>885,6</i>	<i>156,8</i>	<i>184,7</i>	<i>143,4</i>
<i>Intérêts</i>	<i>92,1</i>	<i>92,3</i>	<i>82,3</i>	<i>64,4</i>	<i>69,3</i>	<i>65,9</i>
Dettes Non Précédemment Rééchelonnée (NPRD)	0,7	0,7	0,2	0,2	0,2	0,2
<i>Principal</i>	0,7	0,7	0,2	0,2	0,2	0,2
<i>Intérêts</i>	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dettes Rééchelonnée Club de Paris (CP)	204,0	219,8	795,6	45,7	28,6	29,7
<i>Principal</i>	132,9	148,7	774,4	36,7	23,4	25,4
<i>Intérêts</i>	71,1	71,0	21,2	9,0	5,2	4,3
Club de Paris 5 (CP5)	92,9	93,1	14,8	14,9	0,0	0,0
<i>Principal</i>	71,1	76,5	13,1	13,9	0,0	0,0
<i>Intérêts</i>	21,8	16,6	1,7	1,0	0,0	0,0
Club de Paris 6 (CP6)	53,5	56,6	8,6	7,3	6,4	6,3
<i>Principal</i>	37,4	41,8	6,9	5,9	5,6	5,7
<i>Intérêts</i>	16,2	14,8	1,7	1,4	0,8	0,7
Club de Paris 7 (CP7)	38,7	44,6	7,7	8,4	9,6	10,9
<i>Principal</i>	24,4	30,4	5,4	6,3	8,3	9,9
<i>Intérêts</i>	14,3	14,2	2,3	2,1	1,3	0,9
Club de Paris 8 (CP8)	18,9	25,5	764,5	15,1	12,5	12,5
<i>Principal</i>	0,0	0,0	749,0	10,6	9,5	9,8
<i>Intérêts</i>	18,9	25,5	15,5	4,5	3,0	2,7
Dettes Post Date Butoir (PCOD)	51,4	48,9	45,7	39,0	58,6	59,8
<i>Principal</i>	43,2	40,2	35,3	29,5	42,8	45,8
<i>Intérêts</i>	8,3	8,7	10,4	9,5	15,9	14,0
Dettes Divers (Divers)	24,3	25,9	41,9	24,2	72,7	36,6
<i>Principal</i>	23,9	25,5	41,5	24,2	72,7	36,4
<i>Intérêts</i>	0,4	0,4	0,4	0,0	0,0	0,2
Dettes Autres Bilatéraux	4,1	7,9	10,8	18,8	9,6	10,2
<i>Principal</i>	3,4	7,0	7,9	16,8	5,8	5,0
<i>Intérêts</i>	0,7	0,9	3,0	2,0	3,8	5,2
Club de Londres	5,3	4,7	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Principal</i>	4,7	4,4	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Intérêts</i>	0,6	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Dettes Multilatérales	36,7	36,6	33,5	39,1	35,3	36,1
<i>Principal</i>	25,8	25,7	26,1	29,8	27,7	28,6
<i>Intérêts</i>	11,0	10,9	7,5	9,3	7,6	7,5
Emprunt Obligatoire USD	0,0	0,0	39,8	54,0	48,9	36,5
<i>Principal</i>	0,0	0,0	0,1	19,5	12,1	2,0
<i>Intérêts</i>	0,0	0,0	39,7	34,5	36,8	34,6
<b>Dettes Intérieures</b>	<b>96,9</b>	<b>75,3</b>	<b>103,0</b>	<b>204,7</b>	<b>251,6</b>	<b>56,0</b>
<i>Principal</i>	<i>93,0</i>	<i>73,0</i>	<i>97,7</i>	<i>199,0</i>	<i>247,0</i>	<i>53,7</i>
<i>Intérêts</i>	<i>3,9</i>	<i>2,3</i>	<i>5,3</i>	<i>5,7</i>	<i>4,6</i>	<i>2,3</i>
Bancaire	15,1	13,8	19,3	65,6	70,7	9,6
<i>Principal</i>	13,6	13,0	17,9	63,7	68,2	9,6
<i>Intérêts</i>	1,5	0,8	1,4	1,9	2,5	0,0
Divers	58,3	44,5	56,4	36,8	38,9	27,2
<i>Principal</i>	56,9	43,7	56,2	36,8	38,9	27,2
<i>Intérêts</i>	1,5	0,8	0,2	0,0	0,0	0,0
Moratoires	23,4	16,9	13,4	85,0	126,4	3,3
<i>Principal</i>	22,5	16,3	13,2	85,0	126,4	3,3
<i>Intérêts</i>	0,9	0,6	0,2	0,0	0,0	0,0
Emprunt Obligatoire XAF	0,0	0,0	14,0	17,4	15,7	15,9
<i>Principal</i>	0,0	0,0	10,4	13,6	13,6	13,6
<i>Intérêts</i>	0,0	0,0	3,6	3,8	2,1	2,3
<b>Total Service de la Dette Publique</b>	<b>423,5</b>	<b>419,9</b>	<b>1 071,0</b>	<b>425,9</b>	<b>505,6</b>	<b>265,3</b>
<i>Principal</i>	<i>327,5</i>	<i>325,3</i>	<i>983,3</i>	<i>355,8</i>	<i>431,7</i>	<i>197,1</i>
<i>Intérêts</i>	<i>96,0</i>	<i>94,6</i>	<i>87,7</i>	<i>70,1</i>	<i>73,9</i>	<i>68,2</i>

**TABLEAU N°15 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR PAYS ET TYPES DE PRÊT EN 2011**
*En Milliards de Francs CFA*

	Principal	Intérêts	Total
<b>France</b>	<b>18,9</b>	<b>4,8</b>	<b>23,7</b>
<i>Prêts gouvernementaux</i>	11,8	1,7	13,5
<i>Prêts commerciaux</i>	7,1	3,1	10,2
<b>Allemagne</b>	<b>22,2</b>	<b>5,2</b>	<b>27,4</b>
<i>Prêts gouvernementaux</i>	15,2	3,0	18,2
<i>Prêts commerciaux</i>	7,0	2,1	9,1
<b>Etats-Unis</b>	<b>2,9</b>	<b>0,2</b>	<b>3,0</b>
<i>Prêts gouvernementaux</i>	2,9	0,2	3,0
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,0
<b>Grande Bretagne</b>	<b>1,6</b>	<b>0,2</b>	<b>1,8</b>
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	1,6	0,2	1,8
<b>Chine</b>	<b>3,8</b>	<b>5,0</b>	<b>8,8</b>
<i>Prêts gouvernementaux</i>	2,4	4,4	6,8
<i>Prêts commerciaux</i>	1,4	0,6	2,0
<b>Espagne</b>	<b>13,2</b>	<b>2,8</b>	<b>16,0</b>
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,1	0,1	0,2
<i>Prêts commerciaux</i>	13,1	2,7	15,8
<b>Belgique</b>	<b>3,6</b>	<b>3,7</b>	<b>7,3</b>
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,4	0,1	0,5
<i>Prêts commerciaux</i>	3,2	3,6	6,8
<b>Canada</b>	<b>1,7</b>	<b>0,1</b>	<b>1,8</b>
<i>Prêts gouvernementaux</i>	1,7	0,1	1,8
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,0
<b>Japon</b>	<b>1,5</b>	<b>0,3</b>	<b>1,8</b>
<i>Prêts gouvernementaux</i>	1,5	0,3	1,8
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,0
<b>Autriche</b>	<b>2,1</b>	<b>0,1</b>	<b>2,2</b>
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	2,1	0,1	2,2
<b>Pays-Bas</b>	<b>5,3</b>	<b>0,2</b>	<b>5,5</b>
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	5,3	0,2	5,5
<b>Israël</b>	<b>0,0</b>	<b>1,0</b>	<b>1,0</b>
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	1,0	1,0
<b>Portugal</b>	<b>2,0</b>	<b>0,0</b>	<b>2,0</b>
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	2,0	0,0	2,0
<b>Corée du Sud</b>	<b>0,9</b>	<b>0,1</b>	<b>1,0</b>
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	0,9	0,1	1,0
<b>Inde</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,1	0,1
<b>Koweït</b>	<b>0,3</b>	<b>0,0</b>	<b>0,4</b>
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,3	0,0	0,4
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,0
<b>Suisse</b>	<b>32,8</b>	<b>0,0</b>	<b>32,8</b>
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	32,8	0,0	32,8
<b>Emprunt Obligataire USD</b>	<b>2,0</b>	<b>34,6</b>	<b>36,5</b>
<b>Organismes multilatéraux</b>	<b>28,6</b>	<b>7,5</b>	<b>36,1</b>
<b>Total Service de la Dette Extérieure</b>	<b>143,4</b>	<b>65,9</b>	<b>209,3</b>
<i>Prêts gouvernementaux</i>	36,4	9,9	46,3
<i>Prêts commerciaux</i>	76,5	13,9	90,4
<i>Emprunt Obligataire USD</i>	2,0	34,6	36,5
<i>Organismes multilatéraux</i>	28,6	7,5	36,1

**TABLEAU N°16 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR PAYS ET TYPES DE PRÊT A FIN 2011**  
En Milliards de Francs CFA

	<b>Montant</b>
France	144,3
<i>Prêts gouvernementaux</i>	68,2
<i>Prêts commerciaux</i>	76,1
Allemagne	61,8
<i>Prêts gouvernementaux</i>	47,2
<i>Prêts commerciaux</i>	14,5
Etats-Unis	10,3
<i>Prêts gouvernementaux</i>	10,3
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0
Grande Bretagne	4,1
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	4,1
Chine	193,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	193,0
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0
Espagne	126,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,3
<i>Prêts commerciaux</i>	125,7
Belgique	93,2
<i>Prêts gouvernementaux</i>	1,2
<i>Prêts commerciaux</i>	92,0
Canada	8,3
<i>Prêts gouvernementaux</i>	8,3
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0
Pays-Bas	2,6
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	2,6
Japon	6,7
<i>Prêts gouvernementaux</i>	6,7
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0
Autriche	1,8
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	1,8
Inde	2,2
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	2,2
Corée du Sud	3,5
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	3,5
Koweït	1,9
<i>Prêts gouvernementaux</i>	1,9
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0
Israël	49,8
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	49,8
Suisse	18,1
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	18,1
Marché Financier International	444,0
Organismes multilatéraux	222,6
<b>Total Encours de la Dette Publique Extérieure</b>	<b>1 394,3</b>
<i>Prêts gouvernementaux</i>	<i>337,3</i>
<i>Prêts commerciaux</i>	<i>390,4</i>
<i>Marché Financier International</i>	<i>444,0</i>
<i>Organismes multilatéraux</i>	<i>222,6</i>

**TABLEAU N°17 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR TYPES DE TAUX D'INTERÊT A FIN 2011***En Milliards de Francs CFA*

	Montant
Fixe	966,0
Variable	485,0
<i>Euribor 6 mois</i>	360,7
<i>Euribor 3 mois</i>	14,1
<i>Libor 6 mois</i>	70,8
<i>Eximgas</i>	8,3
<i>Libor 3 mois</i>	15,9
TEC 10	10,9
Autres	4,2
<b>Total Encours de la Dette Publique</b>	<b>1 450,9</b>

**TABLEAU N°18 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR NIVEAUX DE TAUX D'INTÊRET A FIN 2011***En Milliards de Francs CFA*

	Montant
0,0%	73,6
0,0 à 3,0%	433,8
3,0 à 6,0%	438,1
6,0 à 10,0%	448,8
<b>Total Encours de la Dette Publique Extérieure</b>	<b>1 394,3</b>

**TABLEAU N°19 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR MATURITES A FIN 2011***En Milliards de Francs CFA*

	Montant
0,0 à 2,0 ans	91,7
2,0 à 5,0 ans	140,5
5,0 à 10,0 ans	802,5
10,0 à 20,0 ans	351,9
Plus de 20,0 ans	7,7
<b>Total Encours de la Dette Publique Extérieure</b>	<b>1 394,3</b>

**TABLEAU N°20 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR SECTEURS A FIN 2011***En Milliards de Francs CFA*

	<b>Montant</b>
Route	225,6
Santé	114,6
Eau	16,3
Electricité	222,8
Agriculture, Pêche et Elevage	10,8
Education et Formation Professionnelle	33,4
Communication et Télécommunication	8,5
Economie et Finance	663,9
Transport	10,9
Tourisme	0,1
Habitat et Logement	2,2
Sport	39,9
Défense et Sécurité	54,5
Forêt et Environnement	4,3
Mines	7,3
Bâtiments et Travaux Publics (BTP)	35,8
<b>Total Encours de la Dette Publique</b>	<b>1 450,9</b>

**TABLEAU N°21 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR AFFECTATIONS A FIN 2011***En Milliards de Francs CFA*

	<b>Montant</b>
Swaps	471,1
Rééchelonnements	82,4
Reprises de dettes	23,6
Projets	873,8
<b>Total Encours de la Dette Publique</b>	<b>1 450,9</b>

**TABLEAU N°22 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES DE DETTE DE 2006 A 2011**
*En Milliards de Francs CFA*

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Dette Extérieure</b>	<b>1 594,9</b>	<b>1 924,9</b>	<b>1 033,0</b>	<b>1 112,2</b>	<b>1 201,8</b>	<b>1 394,3</b>
Dette Bilatérale	1 337,5	1 167,5	273,3	265,0	306,8	337,3
<i>dont Club de Paris</i>	1 238,9	1 078,6	165,6	126,6	107,0	82,4
Dette Multilatérale	174,6	163,4	157,9	188,6	189,2	222,6
Dette Commerciale	82,8	149,0	161,7	246,2	270,9	390,4
Marché Financier International	0,0	445,0	440,1	412,4	434,9	444,0
<b>Dette Intérieure</b>	<b>93,5</b>	<b>140,6</b>	<b>147,6</b>	<b>256,0</b>	<b>89,4</b>	<b>56,6</b>
Dette Bancaire	18,0	19,1	0,3	77,2	10,8	1,6
Dette Diverse	61,2	114,1	66,0	77,4	33,7	27,3
Dette Moratoire	14,3	7,5	13,5	47,0	4,2	0,5
Marché Financier Régional	0,0	0,0	67,9	54,4	40,8	27,2
<b>Total Encours de la Dette Publique</b>	<b>1 688,4</b>	<b>2 065,5</b>	<b>1 180,6</b>	<b>1 368,2</b>	<b>1 291,2</b>	<b>1 450,9</b>

**TABLEAU N°23: ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CLASSES DE PRÊT DE 2006 A 2011**
*En Milliards de Francs CFA*

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Dette Extérieure</b>	<b>1 594,9</b>	<b>1 924,9</b>	<b>1 033,0</b>	<b>1 112,2</b>	<b>1 201,8</b>	<b>1 394,3</b>
Dette Non Précédemment Rééchelonné (NPRD)	2,2	1,5	1,3	0,9	0,7	0,5
Dette Rééchelonnée Club de Paris (CP)	1 238,9	1 078,6	165,6	126,5	107,0	82,4
<i>Club de Paris 5 (CP5)</i>	257,0	179,1	13,2	0,0	0,0	0,0
<i>Club de Paris 6 (CP6)</i>	219,9	175,9	20,5	14,2	9,5	3,4
<i>Club de Paris 7 (CP7)</i>	298,8	266,8	36,4	29,6	22,1	12,8
<i>Club de Paris 8 (CP8)</i>	463,2	456,7	95,5	82,8	75,4	66,2
Dette Post Date Butoir (PCOD)	125,2	171,5	187,0	200,9	301,2	422,0
Dette Diverse (Divers)	6,4	23,2	10,9	16,5	5,7	22,2
Dette Autres Bilatéraux	41,0	41,8	70,3	166,2	163,1	200,6
Club de Londres	6,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dette Multilatérale	174,6	163,4	157,9	188,6	189,2	222,6
Marché Financier International	0,0	445,0	440,1	412,4	434,9	444,0
<b>Dette Intérieure</b>	<b>93,5</b>	<b>140,6</b>	<b>147,6</b>	<b>256,0</b>	<b>89,4</b>	<b>56,6</b>
Dette Bancaire	18,0	19,1	0,3	77,2	10,8	1,6
Dette Diverse	61,2	114,1	66,0	77,4	33,7	27,3
Dette Moratoire	14,3	7,5	13,5	47,0	4,2	0,5
Marché Financier Régional	0,0	0,0	67,9	54,4	40,8	27,2
<b>Total Encours de la Dette Publique</b>	<b>1 688,4</b>	<b>2 065,5</b>	<b>1 180,6</b>	<b>1 368,2</b>	<b>1 291,2</b>	<b>1 450,9</b>

## **LISTE DES TABLEAUX**

**TABLEAU N°1** : DECAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS DE 2006 A 2010

**TABLEAU N°2** : NOUVEAUX ENGAGEMENTS EN 2011

**TABLEAU N°3** : DECAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS EN 2011

**TABLEAU N°4** : TERMES MOYENS DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS EN 2011

**TABLEAU N°5** : TERMES MOYENS DES DECAISSEMENTS EN 2011

**TABLEAU N°6** : INDICATEURS D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2011

**TABLEAU N°7** : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES DE DETTE EN 2011

**TABLEAU N°8** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES DE DETTE A FIN 2011

**TABLEAU N°9** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MATURITES A FIN 2011

**TABLEAU N°10** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NIVEAUX DE TAUX D'INTERET A FIN 2011

**TABLEAU N°11** : DECAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS PAR PROJETS EN 2011

**TABLEAU N°12** : DECAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS PAR TYPES DE PROJET EN 2011

**TABLEAU N°13** : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES DE DETTE DE 2006 A 2011

**TABLEAU N°14** : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CLASSES DE DETTE DE 2006 A 2011

**TABLEAU N°15** : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR PAYS ET TYPES DE PRÊT EN 2011

**TABLEAU N°16** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR PAYS ET TYPES DE PRÊT A FIN 2011

**TABLEAU N°17** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR TYPES DE TAUX D'INTERÊT A FIN 2011

**TABLEAU N°18** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR NIVEAUX DE TAUX D'INTERÊT A FIN 2011

**TABLEAU N°19** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR MATURITES A FIN 2011

**TABLEAU N°20** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR SECTEURS A FIN 2011

**TABLEAU N°21** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR AFFECTATIONS A FIN 2011

**TABLEAU N°22** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES DE DETTE DE 2006 A 2011

**TABLEAU N°23** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CLASSES DE DETTE DE 2006 A 2011

## **LISTE DES GRAPHIQUES**

**GRAPHIQUE N°1** : EMPRUNTS EXTERIEURS DE 2006 A 2010

**GRAPHIQUE N°2** : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2006 A 2010

**GRAPHIQUE N°3** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2006 A 2010

**GRAPHIQUE N°4** : DECAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS PAR  
SECTEURS EN 2011

**GRAPHIQUE N°5** : SERVICE DE LA DETTE BILATERALE ET DE LA DETTE  
COMMERCIALE PAR PAYS EN 2011

**GRAPHIQUE N°6** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR AFFECTATIONS A  
FIN 2011

**GRAPHIQUE N°7** : ENCOURS PROJETS PAR SECTEURS A FIN 2011

**GRAPHIQUE N°8** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIES A FIN  
2011

**GRAPHIQUE N°9** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NATURE DE TAUX  
D'INTERET A FIN 2011

# TABLE DES MATIERES

AVANT - PROPOS .....	2
SOMMAIRE.....	3
INTRODUCTION .....	4
1. EVOLUTION JURIDIQUE ET INSTITUTIONNELLE RECENTE DE LA GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE.....	5
1.1. Obligations relatives aux standards internationaux.....	5
1.2. Organisation institutionnelle.....	6
1.2.1 Cabinet du Ministre en charge de l'Economie.....	6
1.2.2 Direction Générale de la Dette .....	6
1.2.3 Autres intervenants .....	7
2. BILAN DE L'EXECUTION DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2006 A 2010.....	8
2.1. Evolution des emprunts de 2006 à 2010 .....	8
2.1.1. Montant des emprunts de 2006 à 2010.....	8
2.1.2. Affectation des emprunts de 2006 à 2010 .....	8
2.1.3. Termes des emprunts de 2006 à 2010.....	9
2.2. Evolution des décaissements sur financements extérieurs de 2006 à 2010 .....	10
2.2.1. Evolution des décaissements sur financements extérieurs de 2006 à 2008 .....	10
2.2.2. Evolution des décaissements sur financements extérieurs de 2009 à 2010 .....	11
2.3. Evolution du service de la dette publique de 2006 à 2010.....	11
2.3.1. Evolution du service de la dette publique extérieure de 2006 à 2010.....	11
2.3.2. Evolution du service de la dette publique intérieure de 2006 à 2010 .....	12
2.4. Evolution de l'encours de la dette publique de 2006 à 2010 .....	13
2.4.1. Evolution de l'encours de la dette publique extérieure de 2006 à 2010 .....	13
2.4.2. Evolution de l'encours de la dette publique intérieure de 2006 à 2010.....	14
2.4.3. Evolution de l'encours de la dette publique en monnaies, taux d'intérêt et maturités de 2006 à 2010.....	14
3. MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2011 .....	16
3.1. Nouveaux engagements et décaissements sur financements extérieurs en 2011 .....	16
3.1.1. Nouveaux engagements en 2011 .....	16
3.1.1.1. Montant des nouveaux engagements en 2011 .....	16
3.1.1.2. Affectation des nouveaux engagements en 2011.....	16
3.1.2. Décaissements sur financements extérieurs en 2011.....	17
3.1.2.1. Montant des décaissements en 2011 .....	17
3.1.2.2. Affectation des décaissements en 2011.....	17
3.2. Conditions d'emprunt en 2011.....	18
3.2.1. Nouveaux engagements en 2011 .....	18
3.2.1.1. Nouveaux engagements en devises en 2011 .....	18
3.2.1.2. Maturité et différé moyens des nouveaux engagements en 2011.....	19
3.2.1.3. Taux d'intérêt des nouveaux engagements en 2011.....	19
3.2.2. Décaissements sur financements extérieurs en 2011.....	19
3.2.2.1. Décaissements en devises en 2011.....	19
3.2.2.2. Maturité moyenne et différé moyen en 2011 .....	20

3.2.2.3.	Taux d'intérêt moyen en 2011 .....	20
3.3.	Indicateurs d'endettement public en 2011.....	21
3.3.1.	Taux d'endettement public en 2011 .....	21
3.3.2.	Pression du service de la dette publique sur les recettes budgétaires en 2011.....	21
3.3.3.	Pression de la charge de la dette publique sur les recettes budgétaires en 2011 .....	21
4.	SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2011 .....	22
4.1.	Service de la dette publique extérieure en 2011 .....	22
4.1.1.	Remboursement de la dette publique extérieure en 2011 .....	23
4.1.2.	Paiement des charges de la dette publique extérieure en 2011 .....	23
4.2.	Service de la dette publique intérieure en 2011 .....	24
4.2.1.	Remboursement de la dette publique intérieure en 2011.....	25
4.2.2.	Paiement des charges de la dette publique intérieure en 2011 .....	25
5.	ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2011.....	26
5.1.	Encours de la dette publique par sources de dette à fin 2011.....	26
5.1.1.	Encours de la dette publique extérieure à fin 2011.....	27
5.1.2.	Encours de la dette publique intérieure à fin 2011 .....	27
5.2.	Encours de la dette publique par affectations à fin 2011 .....	28
5.2.1.	Encours de la dette publique par projets à fin 2011 .....	28
5.2.2.	Encours de la dette publique hors projets à fin 2011 .....	29
5.3.	Encours de la dette publique par monnaies, maturités et taux d'intérêt à fin 2011.....	30
5.3.1.	Encours de la dette publique par monnaies à fin 2011 .....	30
5.3.2.	Encours de la dette publique par maturités à fin 2011.....	31
5.3.3.	Encours de la dette publique par taux d'intérêt à fin 2011 .....	32
	CONCLUSION .....	34
	ANNEXES .....	35
	LISTE DES TABLEAUX.....	43
	LISTE DES GRAPHIQUES.....	44
	TABLE DES MATIERES .....	45

CE DOCUMENT A ETE ELABORE PAR LA DIRECTION GENERALE DE LA DETTE

**DIRECTION GENERALE DE LA DETTE**

Boulevard de l'indépendance  
Rue Camp de Police (Face Prix Import)  
B.P. 912 Libreville (République Gabonaise)  
Tél : (241)05047332 Fax : (241)01766790  
E-mail : [mecitdgd@gmail.com](mailto:mecitdgd@gmail.com)